

Le Comitatus ou l'invention de la terreur

On sait qu'entre autres innovations, la Gestapo et la Milice introduisirent la baignoire dans le supplice de l'eau. C'était évidemment une abomination, dont les victimes eurent raison de se plaindre. En revanche, *Le Monde* du 26 septembre 2006 n'arrive pas à trancher si le gouvernement américain a proscrit ou non le *waterboarding* de ses méthodes d'interrogatoire. Auquel cas les tourmentés auraient tort de se plaindre de ces tortures licites, la loi américaine prévalant sur les risibles Conventions de Genève. Un décret présidentiel dont seule une partie vient d'être publiée dans l'inattention générale a réglé ce point. La perle en est le secret maintenu sur les moyens autorisés pour faire parler un détenu. Sans doute prohibe-t-il en termes vagues et amphigouriques « *les actes volontaires et atroces d'abus commis dans l'intention d'humilier ou de dégrader de manière si grave que toute personne raisonnable, selon les circonstances, les jugerait en dehors des limites de la décence humaine* » (*Libération*, 23 juillet 07). Mais cette manière de torturer le langage trahit le secret de ce décret : les circonstances sont élastiques et les services américains ne manquent pas de tortionnaires raisonnables pour qui les simulacres de noyade et autres supplices n'excèdent pas *les limites de la décence humaine*.

Pour torturer les gens, encore faut-il les tenir à merci. Le pouvoir américain, allié de ses complices locaux, n'a pas jugé plus indécent d'enlever « *30 à 50 personnes* » en Europe, depuis le 11 septembre 2001 (*Le Monde*, 19 mai 06), y compris des ressortissants italiens ou allemands, pour les séquestrer dans des prisons clandestines en Roumanie, Pologne, Afghanistan ; ou les « *restituer* » à des régimes qui se chargeraient de ses basses œuvres, Egypte et Maroc, notamment.

Ces faits quasi-officiels sont détaillés par Stephen Grey (*Les vols secrets de la CIA : comment l'Amérique a sous-traité la torture*. 2007. Calmann-Lévy), lequel souligne que c'est dans les années 1980, sous Reagan, que le terme de « *restitution* » rentre dans le « *lexique officiel pour désigner l'action de capturer et de ramener aux Etats-Unis toute personne soupçonnée de crime* ». « *Bill Clinton, lui, systématise les « restitutions extraordinaires » et la possible "externalisation de la torture"* » (*Libération*, 13 août 07).

Enlèvements, séquestrations et tortures : quoi de neuf diront les blasés, les historiens et les lecteurs du rapport annuel d'Amnesty International. Après tout, le pouvoir chinois reconnaît l'usage de la torture par la police (*Le Monde*. 22 novembre 06), et les membres du Fa Lun Gong alimentent à leur corps défendant le trafic d'organes. En fait, la terreur constituant l'*ultima ratio* du pouvoir, l'aberration serait de découvrir un Etat qui ne l'utilise pas, fût-ce à titre dissuasif, contre ses opposants ou sa population. Le recours à la terreur et sa publicité obéissent à des considérations de circonstances : rapports de force, efficacité, facteur humain. Certains régimes la proclament, d'autres la cachent. Le pouvoir américain joue sur les deux tableaux. En règle générale, il dissimule. Cependant, il laisse dire et, assez souvent, finit par avouer. Cette relative franchise rassure la majorité silencieuse, tout en menaçant tacitement les minorités agissantes. Stephen Grey a publié son enquête, mais c'est dans cinquante ans, quand la CIA aura besoin d'une nouvelle opération « *transparence* », que l'on saura peut-être le nombre exact de détenus torturés dans ses prisons clandestines, au début du XXI^e siècle. Si les archives n'ont pas été détruites comme les enregistrements vidéo des sévices infligés aux prisonniers de Guantanamo. (*Le Monde*, 11 décembre 07) Sévices infligés au su des parlementaires démocrates et républicains, comme de la Maison Blanche, dont les juristes, après avoir couvert les tortionnaires, ont logiquement couvert la destruction des preuves de leurs tortures (*Le Monde*, 21 décembre 07).

Cinquante ans, c'est le temps qu'il a fallu pour que la CIA publie 693 pages de dossier sur ses menées durant la guerre froide. On y apprend entre assassinats et enlèvements que dès 1963, elle finançait des recherches sur les modifications de comportement auxquelles des cobayes américains contribuaient à leur insu. Mais comme le rapporte Kissinger : « *Helms (NDR, ancien directeur de la CIA) a dit que toutes ces histoires n'étaient que la partie visible de l'iceberg. Si elles sortent, le sang va couler* » (*Le Monde*, 24/25 juin 07).

Le sang coule et elles ne sortent pas. Du moins pas au-delà de ce qui est visible pour tous. L'Etat, c'est le crime organisé. Non qu'il monopolise la terreur. Il la partage avec ses rivaux extérieurs et intérieurs (factions, partis, églises), avec ses symbiotes maffieux et économiques. Mais l'Etat seul se constitue pour

et par la terreur, et c'est pourquoi son appareil militaire en forme le noyau dur, l'Etat dans l'Etat, avec au centre de ce dispositif gigogne, les services secrets de renseignement et d'action : le complot permanent. Rien de plus naturel. Il faut pour régner, des yeux, des oreilles, et des mains. Le souverain des âges héroïques s'appuie sur le *comitatus*, le groupe de ses partisans armés, ses compagnons, ses comtes, diront les chansons de geste. Sa garde rapprochée, si l'on veut. Mi-comité, mi-commando, quoiqu'il n'y ait pas de filiation entre les trois termes. Le comité c'est un anglicisme pour « commission » (mettre ensemble) - exemple : KGB, Comité pour la Sécurité de l'Etat. Le commando c'est un lusitanisme pour le groupe de combat auquel on *commande* un coup de main. Selon Chaliand, « *spécialiste des guérillas et du terrorisme, professeur invité à Harvard, UCLA, Berkeley, l'ENA et au Collège Interarmées de Défense* », « *en Irak, c'est le noyau d'un Etat qui a constitué le fer de lance de l'insurrection : services secrets, fedayins, garde républicaine spéciale. L'insurrection a disposé d'emblée de combattants, d'armes, d'argent, de renseignements* » (Le Monde, 18 février 07).

Le premier geste du fondateur de la France libre, rivale de l'Etat français, c'est naturellement de reconstituer des forces armées, et dès juillet 1940, un Bureau Central de Renseignement et d'Action (BCRA), matrice de toutes les polices secrètes qui se sont succédé en France, jusqu'aux actuelles DST, DRM et DGSE¹. C'est un complot du *comitatus*, DST, SDECE (future DGSE), régiments parachutistes de Massu, qui le ramène au pouvoir, le 13 mai 1958. Et c'est auprès de Massu, à Baden-Baden, qu'il va chercher l'appui de la 7^e division blindée, le 31 mai 68, lorsque les escoliers poussent un peu la chienlit. Si c'était un stratagème, il réussit, tant les peuples mutinés s'attendent à l'écrasement sous les chars, comme on le vit à Prague cet été-là.

Le *règne de la terreur* est un pléonasme. Des origines à nos jours le règne n'a jamais procédé que de la menace ou de l'infliction de la violence aux fins de dissuasion, de contrainte, ou de neutralisation. Dans son essai « *sur la violence* » (Calman Levy. 1972), Arendt relève sur ce point l'accord des auteurs antiques, classiques et modernes. Qu'ils attaquent ou défendent la domination, tous de Xénophon à Mao, en passant par Clausewitz, Marx, ou Weber pourraient souscrire à la célébrisime formule du Président : « *Le pouvoir est au bout du fusil.* » Quant à l'intérêt d'un Etat, d'une violence organisée, « *les concitoyens, dit Xénophon, se gardent mutuellement, sans solde, contre les esclaves et ils se gardent contre les malfaiteurs pour qu'aucun citoyen ne meure de mort violente* » (Hiéron, IV,3). Athènes comptait, suivant les époques, de deux à dix fois plus d'esclaves que de citoyens. La justification de l'esclavage étant de libérer les citoyens des tâches serviles afin de pouvoir remplir leurs devoirs civiques - qui consistaient en grande partie à se garder mutuellement des esclaves - on voit là un raisonnement circulaire sur lequel les subtils logiciens grecs ont glissé. Mais ils étaient citoyens.

Dans l'ensemble, la terreur a réussi à la domination et écrasé l'émancipation. La déclaration de Victor Serge suivant laquelle « *il n'est pas de force au monde qui puisse endiguer le flot révolutionnaire quand il monte, et que toutes les polices, quels que soient leur machiavélisme, leurs sciences et leurs crimes, sont à peu près impuissantes...* » (Ce que tout révolutionnaire doit savoir sur la répression, 1921), est une profession de foi dans l'héroïsme des opprimés et le sens de l'Histoire. Elle porte la marque de ce lendemain de révolution russe et du volontarisme surhumain de ses militants alors que déjà « *la terreur sous Lénine* » (Baynac), avait commencé d'en broyer les meilleurs (cf. A. Ciliga, *Dix ans au pays du mensonge déconcertant*). Rapportée à la pléthore des insurrections serviles, bagaudes paysannes, révoltes communales, « *journées* » ouvrières, guérillas populaires massacrées par la milice des maîtres, elle semblerait indiquer que le *flot révolutionnaire*, finalement, n'atteint à peu près jamais sa crue. L'histoire de la révolution est un monstrueux martyrologe que commémore et reconduit le militant, dans l'attente douloureuse et messianique du triomphe final. Quant aux révolutions réussies, si l'on excepte les coups d'Etat, révolutions de palais, simples renversements de gouvernement et guerres d'indépendance, l'histoire moderne n'en connaît que deux conformes à la définition canonique : le renversement d'une classe par une autre. La première, fille de l'absolutisme royal, introduisit le terme de terreur (*terror*, tremblement de peur), dans le vocabulaire politique. Elle porta, sous la menace ennemie, la centralisation

¹ DST : Direction de la surveillance du territoire

DRM : Direction du renseignement militaire

DGSE : Direction générale de la sécurité extérieure, ex-SDECE : Service de documentation extérieure et de contre-espionnage

et la férocité de l'Etat à un degré inouï jusqu'alors. La seconde, fille de l'autocratie et de son *Okhrana*, et non moins menacée, montra bien qu'un parti de révolutionnaires professionnels soumis à une discipline d'acier préfigurait ce type d'Etat qualifié depuis de « totalitaire ». Rien de plus naturel si l'on songe que l'un des grands mérites des ouvriers industriels aux yeux de Marx, était leur accoutumance à la « *discipline de fabrique* », elle-même calquée sur la caserne, avec ses officiers contremaîtres et ses directeurs généraux ; et que son disciple réclamait pour combattre l'appareil tsariste, « *une organisation militaire d'agents* » (*Que faire ?* 1902). Bref, si l'Etat totalitaire est une technique – « *la technique des techniques* » comme le dit Bernanos - cette technique superlative est militaire, et l'Etat totalitaire, un militarisme paroxystique. Mais quoi, la technique et le militaire ne fusionnent-ils pas dans le primat de l'efficacité, ordonné à leur propre pouvoir ?

Ainsi la révolution confronte-t-elle une double défaite ; soit par refus de la terreur et de l'étatisme (Commune de Paris, Catalogne libertaire), soit par leur adoption. Aucune expérience de conseils n'a duré assez pour démontrer qu'elle était l'issue enfin trouvée à ce dilemme ; ce qui alimente la foi des conseillistes et le scepticisme des autres. En revanche, il s'est tenu assez d'assemblées générales depuis les soviets de 1905 pour mesurer leur vulnérabilité aux manœuvres des factions et aux assauts de l'autorité. Vaincraient-elles que rien ne serait résolu. Une assemblée générale n'étant jamais que la reconstitution du peuple dissous, où de nouveaux *comitatus* se reformeraient autour de personnalités dominantes. La conséquence pour le peuple révolutionnaire, c'est qu'il ne verra jamais la terre promise ; la liberté et la justice seront toujours à gagner par chacun.

Bien entendu, la terreur a une histoire, et même un *progrès*. Bien avant que la Convention ne lui donnât son nom, et n'en fit par là un usage ouvertement raisonné et légitimé, le règne l'employait, soit dans ses affaires étrangères (Gengis Khan et ses pyramides de crânes, Louis XIV en Palatinat), soit dans ses affaires domestiques (proscriptions de Sylla, Saint-Barthélémy). La Restauration substitua la « *terreur blanche* » à la terreur bleue et les deux se réconcilièrent lors des Journées de Juin dans le sang des ouvriers, pour combattre la « *terreur rouge* ». En somme, la France est le pays classique de la terreur, banalisée par l'armée lors de la conquête de l'Algérie, et par les Versaillais lors de la « *Semaine sanglante* », acclimatée du reste par tous les pouvoirs du monde. Et c'est aussi ce que signifiait Engels lorsqu'il remarquait dans sa préface au « *18 Brumaire de Louis Bonaparte* » : « *La France est le pays où les luttes de classes ont été menées chaque fois, plus que partout ailleurs, jusqu'à la décision complète...* » y revêtant « *des formes aiguës, inconnues ailleurs* ». Dommage qu'il n'ait pas connu l'Allemagne de 1919 à 1933 ; il aurait pu y observer des formes de luttes menées jusqu'à leur décision la plus aiguë. Et notamment la guerre atroce que se livrèrent Sections d'assaut et Centuries prolétariennes, mues chacune par des appareils clandestins d'espionnage et d'assassinat. Jamais dans l'Histoire, un si petit nombre d'hommes n'avait décidé du sort d'un si grand nombre, et quand en 1933, la Police Secrète d'Etat (Gestapo), éradiqua du sol allemand la Direction de la Politique d'Etat (Guépéou), c'est non seulement le destin de l'Allemagne, mais celui de l'Europe et du monde, qui bascula dans la guerre.

C'est cette guerre que raconte *Sans patrie ni frontières*, autoroman de Richard Krebs, alias Jan Valtin, marin de Hambourg et agent du Komintern. Voici 66 ans, depuis sa fracassante sortie aux Etats-Unis, que ce livre sert, dans les écoles trotskystes notamment, à l'étude des collisions et collusions entre hitlériens et stalinien. Isaac Don Levin, le co-auteur de Valtin, son nègre sans doute, a également publié *L'homme qui a tué Trotsky*, et la dernière édition de l'ouvrage, chez *Actes Sud*, est post-facée par un ancien journaliste de la Ligue Communiste. Mais le crédit de Valtin s'étend bien au-delà des seuls trotskystes, dans tous les courants politiques, sauf chez les stalinien qui lui firent des procès en justice et en Sorbonne, et le vilipendèrent à longueur d'*Humanité*, pour avoir entre autres révélations, livré les noms d'agents français du Komintern (cf. Préface de Jacques Baynac à l'édition parue chez *JC Lattès* en 1975). Ecrivain de mémoire, sans archive, un récit de 800 pages, Valtin peut bien errer sur quelques détails, mais son témoignage corroboré par trop de faits, de protagonistes et d'études ultérieures, reste aujourd'hui le rapport véridique et indépassé sur cette guerre d'avant-guerre.

« *À cette époque, deux ans donc avant l'accession de Hitler au pouvoir, la structure de la Gestapo existait déjà. Les nazis avaient adopté le modèle et la technique de la Tcheka, et l'élite des sections d'assaut s'était révélée très douée pour copier le genre de terreur que les Soviets les premiers avaient utilisé contre les masses. Désormais, c'était terrorisme contre terrorisme.* »

« À Berlin, le capitaine Goering venait d'être chargé d'organiser une police secrète d'un nouveau type : la Geheime Staatspolizei (Gestapo). Que cela signifiait-il ? (...) Andree eut un ricanement amer : "Ces bandits sont en train d'essayer de copier notre propre Guépéou", dit-il. » (Sans patrie ni frontières, Jan Valtin. Actes Sud)

La sûreté française avait utilisé la photo pour traquer les communards, comme l'Okhrana avait procédé au fichage exhaustif et minutieux des révolutionnaires russes, mais depuis, le Guépéou et la Gestapo avaient perfectionné les méthodes de recherche et destruction, y apportant cette planification industrielle et cette implacabilité rationnelle caractéristiques du siècle des ingénieurs.

« La liste (NDR, le rôle) des antinazis qui devaient être arrêtés avait été dressée longtemps d'avance par l'organisation de Himmler. (...) Là encore, Himmler s'était inspiré des méthodes de la Guépéou. Nous aussi nous avons la liste toute prête de ceux qui devaient être saisis et fusillés, ou détenus comme otages, dans le cas d'une insurrection communiste. Tout comme la Guépéou, les nazis agissaient la nuit. Ils emmenaient les gens en prison sans faire savoir ensuite à leurs familles s'ils étaient morts ou vivants. Ils saisissaient les femmes, les mères et les enfants de ceux qui s'étaient enfuis et les gardaient comme otages. Des histoires macabres filtraient à travers les portes des prisons surpeuplées. Des camarades que je connaissais bien et dont j'appréciais l'amitié avaient sauté par la fenêtre pour échapper à la torture ; d'autres avaient été trouvés dans le parc, la gorge coupée, ou repêchés dans le fleuve, leur visage écrasé de coups (...). »

Il y a là des questions de paternité intellectuelle. Le Guépéou, bien sûr, n'a pas inventé l'action nocturne, vieille comme le banditisme et les luttes de factions, mais peut-être fut-il la première police à en faire un procédé ordinaire. Quant à la *disparition*, promise à un bel avenir en Algérie (affaire Audoin, « *crevettes Bigeard* ») et en Amérique latine, il semble qu'il faille en attribuer au régime nazi le premier usage régulier et raisonné.

« C'est ainsi qu'un décret de 1941, baptisé « *Nuit et brouillard* », ordonne de limiter les peines capitales et préconise la déportation clandestine des ennemis. "Les prisonniers doivent être emmenés secrètement en Allemagne, dit une directive du maréchal Wilhem Keitel. Cette mesure aura un effet d'intimidation, parce que les prisonniers disparaîtront sans laisser de trace et personne ne pourra donner d'informations sur ce qui leur est arrivé". » (cf. M.M Robin, *Escadrons de la mort, l'école française*. 2004. La Découverte)

Le général Paul Aussaresses, « *chef d'orchestre*, selon ses propres dires, *de la contre-terreur* », durant la bataille d'Alger : « *J'avais été très marqué par la lecture de Sans patrie ni frontières, un livre de Jan Valtin, lequel, originaire d'Europe de l'Est (NDR, non, de Hambourg en Allemagne, mais pour Aussaresses, un communiste étranger peut-il naître ailleurs qu'en Mitteleuropa ?), avait été associé de près aux partis communistes. Cette lecture avait renforcé ma conviction selon laquelle dans le phénomène communiste les structures avaient au moins autant d'importance que l'idéologie qu'elles servaient. Ce que je connaissais de l'organisation des partis communistes en général et du PCA (NDR, Parti communiste algérien) en particulier me montrait que les différents services étaient séparés par des cloisons verticales et étanches. (...)*

Nos recherches se fondaient sur les travaux d'exploitation de renseignements qui avaient été effectués dès le début de la bataille d'Alger, notamment le recensement de la population. » (cf. Services spéciaux. Algérie 1955-1957, Général Aussaresses. Perrin, 2001)

On laissera aux historiens le soin de trancher qui du Guépéou ou de la Gestapo a le plus torturé ; quant aux semailles de cadavres mutilés dans la ville, le procédé porte davantage la marque des bruyantes Sections d'assaut que de la secrète police d'Etat, mais les premières travaillaient alors pour la seconde. Aux débuts du régime, en pleine extermination de ses pires ennemis, l'étalage des victimes relevait sans doute autant du calcul que de la négligence et de l'improvisation. Le Hambourgeois qui butait le matin dans ces cadavres au coin des rues apprenait au moins une chose : mieux valait ne pas attirer l'attention de la société secrète, toute-puissante et sanguinaire, qui s'était emparée de sa ville. Les Chinois disent : égorger un poulet pour en effrayer cent.

Aussaresses : « Le couvre-feu décidé par Massu fut rapidement mis en place. Les patrouilles exécutèrent les ordres et tirèrent sur tout ce qui bougeait. On laissa les morts sur place. On n'avait pas le temps de s'en occuper et il fallait qu'on les voie bien. Pour être crédibles, les parachutistes devaient en effet se montrer plus redoutables que le FLN.

Des exécutions sommaires ainsi pratiquées dans les rues d'Alger prouvaient la détermination du gouvernement dont nous étions le bras armé. Elles frappèrent tant les esprits que, le lendemain, les dénonciations commencèrent à affluer. » (cf. Services spéciaux. Algérie 1955-1957. Opus cité)

Valtin : « Dans un premier temps, la Gestapo s'employa à arrêter tous les militants – dans la mesure où on pouvait les dénicher - dont les noms figuraient sur les listes de sang. Beaucoup d'entre eux échappèrent en changeant chaque nuit de domicile. Mais cela devenait difficile. Le nombre d'appartements pouvant servir de planques diminuait rapidement. Les familles chez qui la Gestapo trouvait un militant communiste caché étaient perdues. Les voisins se méfiaient les uns des autres, les parents avaient peur de leurs enfants. Après la première vague d'arrestations, il y eut une accalmie. Les listes de sang avaient été épuisées. Nous profitâmes de ces deux jours de répit pour réorganiser nos unités décimées, établir de nouveaux contacts, nous débarrasser des partisans vacillants et fournir au contre-espionnage du Parti les noms des traîtres que nous connaissions.

Puis la Gestapo attaqua à nouveau, et de façon différente. Chaque membre du parti nazi reçut l'ordre de collaborer avec la police d'Etat. On désigna des mouchards pour découvrir les secrets de chaque usine, de chaque groupe de maisons, de chaque immeuble. Une avalanche de dénonciations s'ensuivit. Des espions nazis qui travaillaient dans les rangs des communistes depuis des années se démasquèrent. On les fit monter dans des voitures, avec des escouades de la Gestapo. Du matin au soir, ces voitures sillonnaient la ville. Chaque fois que l'espion apercevait dans la rue un communiste qu'il connaissait, il le signalait et le camarade était arrêté. Dans une ville comme Hambourg, qui abritait plus de cent mille communistes, pareille tactique eut des résultats catastrophiques. Un espion – Kaiser, l'ancien chef du bureau de chômage communiste – fit arrêter, à lui seul, huit cents communistes ou membres de leurs familles. Et bien d'autres suivirent. » (cf. Sans patrie ni frontières. Opus cité)

À vrai dire, cette promenade des mouchards suivis à distance par des policiers se pratiquait déjà à Paris sous le Second empire. Le mouchard allait par les rues, dans les cafés, les bals, les théâtres. Quand il croisait un truand recherché, « vite il levait sa casquette ou son chapeau d'une certaine manière ; alors les agents s'avançaient et appréhendaient au corps l'individu désigné, qui ignorait complètement par qui il avait été dénoncé et comment on était parvenu à le découvrir. Cela s'appelait faire le Saint Jean. » (Mémoires de Canler, cité dans Histoire de la carte nationale d'identité. P. Piazza. 2004. O. Jacob)

Les paras imiteront la tactique durant la bataille d'Alger, en promenant dans la Casbah des militants du FLN retournés. Les marins argentins imiteront les paras d'Alger, durant la dictature militaire, en promenant dans Buenos Aires les « subversifs » retournés (cf. Escadrons de la mort, l'école française. Opus cité). Et ce stratagème dont une histoire injuste nous cèle l'inventeur et la première occurrence perdurera tant que les miliciens du pouvoir ne disposeront pas d'un appareil de détection des mal-pensants. Ce qui, grâce aux chercheurs en imagerie cérébrale et aux logiciels de surveillance d'IBM, relève d'un proche avenir. (cf. Le Monde, 6/7 mai 07)

« La technique des descentes de la Gestapo, nous dit Valtin, entra ensuite dans une troisième phase, contre laquelle aucune défense ne se révéla efficace. Sans avertissement, plusieurs centaines d'agents de la Gestapo, secondés par des milliers de SS et SA, s'abattaient sur un quartier de la ville. Les SA formaient un cordon serré autour d'un groupe important de maisons. Personne n'était autorisé à entrer dans cette zone ni à en sortir. Un nazi montait la garde devant l'entrée de chaque maison. Aucun habitant ne pouvait quitter celle-ci, personne ne pouvait y entrer. Puis les agents de la Gestapo et les SS perquisitionnaient du grenier à la cave. Aucune pièce, aucun lit, aucun tiroir, aucune tenture n'y échappait. On sondait les murs entre les planchers pour s'assurer qu'ils ne renfermaient pas de cachettes. Hommes, femmes et enfants étaient déshabillés et fouillés. Tous ceux qui ne pouvaient pas fournir de preuves satisfaisantes de leur identité étaient rassemblés tel un troupeau, puis emmenés dans des camions. Le butin fut énorme. Des imprimeries clandestines, des stocks d'armes et d'explosifs, des dépôts de littérature illégale, des codes secrets, des documents, ainsi que des réfugiés faméliques dépourvus de papiers d'identité sortirent de l'ombre au cours de presque chaque rafle. » (Sans patrie ni frontières. Opus cité)

Cette technique, c'est évidemment celle de la *battue* et du *coup de filet*, tant chasse à l'homme et guerre aux animaux s'assimilent, et parce que rien n'est rationnel comme le réel, elle obéit aux règles de la méthode, qui prescrit de « *diviser chacune des difficultés que j'examinerais, en autant de parcelles qu'il se pourrait et qu'il serait requis pour les mieux résoudre.* »

Sans le fichier, le rôle, le répertoire, la liste noire – la *liste de sang*, dit Valtin -, la *descente* et la *rafle* frappent à l'aveuglette. Le premier soin d'une police, celle du pouvoir ou celle de l'opposition, consiste à fichier – inventorier - amis et ennemis, afin de les contre-rôler. (cf. *L'invention du contrôle ou les complots du pouvoir*, Pièces et Main d'Œuvre, 3/07/07)

À Paris, entre les deux guerres, parmi les 135 inspecteurs des Renseignements généraux qui surveillent les militants de gauche, des anarchistes aux syndicalistes, une quarantaine se consacrent à plein temps au Parti Communiste. Ces spécialistes s'efforcent de tenir à jour l'organigramme du Parti suivant les moyens éprouvés : dépouillement de la presse, des tracts, affiches et publications, assistance aux réunions, surveillance des locaux, filatures des chefs, interceptions de courriers, écoutes téléphoniques, informateurs infiltrés ou retournés, délations multiples, fichage des commissariats de banlieue, moyennant quoi ils ignorent très peu de choses du Parti Communiste, et sans doute pas même l'existence de la Commission Centrale des Cadres, la police interne du PC créée fin 1932. Un service d'une dizaine de militants, formés à Moscou, rapportant à Moscou, qui interrogent et fichent les membres du Parti en quatre listes distinctes, depuis l'élite de catégorie A, jusqu'aux « *salauds* » de catégories C et D, sur lesquels on enquête, et dont les milliers de noms figurent sur une liste noire diffusée parmi les apparatchiks. « *Un Etat dans l'Etat* », selon Mounette Dutilleul, secrétaire de cette Commission des Cadres. – Tiens. (cf. *Liquider les traîtres. La face cachée du PCF 1941-1943*. J.M Berlière, F. Liaigre. 2007. Robert Laffont)

En septembre 1939, le décret-loi Daladier dissout le Parti Communiste. En mars 1940, les Renseignements généraux créent une Brigade spéciale anticommuniste, doublée en janvier 1942 d'une Brigade spéciale antiterroriste (BS1 et BS2), fortes chacune d'une centaine d'hommes à leur apogée. En août 1941, à Paris, la direction du Parti Communiste lance la lutte armée avec « les Bataillons de la jeunesse ». 36 gosses de 16 à 18 ans, les seuls à ce moment-là prêts à tuer et à mourir. Aucun groupe en province. Ce sont trois équipes de Parisiens, les « Brûlots », que l'on envoie commettre trois attentats à Rouen, Nantes, et Bordeaux, afin d'accréditer l'idée d'un mouvement national. Trois mois plus tard, la plupart des membres des Bataillons de la jeunesse sont arrêtés par la P.J et la Brigade spéciale anticommuniste. Puis fusillés, sauf André Kirschen, 15 ans, en raison de son âge. Fusillés aussi, en représailles, les 50 otages de Châteaubriant, Nantes et Paris. (cf. *Le sang des communistes*, J.M Berlière, F. Liaigre. 2004. Fayard)

En avril 1942, pour succéder aux « Bataillons de la jeunesse », le PC lance les FTP-F (Français), et FTP-MOI (Main d'œuvre Immigrée). Les FTP-MOI regroupent « *moins de 80 résistants actifs face aux 200 inspecteurs zélés des renseignements généraux* » (*Le Monde*. 11/12 mars 07) En novembre 1943, le groupe est anéanti. La plupart de ses membres emprisonnés ou fusillés.

En septembre 1941, la direction du PC crée à partir de la « Commission des Cadres », une milice interne, le « Détachement Valmy », chargé de liquider ses dissidents (trotskystes ou oppositionnels), des traîtres authentiques (doriotistes ou déatistes) et, à partir d'août 1942, de tuer des Allemands afin de susciter l'émulation des FTP. Cette trentaine de « cadres spéciaux » comme on les nomme, permanents salariés et bien mieux armés que les autres groupes de combat, tuent ou blessent 125 personnes en un an, dont une dizaine de morts allemands. En octobre 1942, treize mois après sa création, le Détachement Valmy est anéanti par la Brigade antiterroriste, et ses membres déportés. Entre juin 1941 et décembre 1942, le bilan de la résistance armée pour le département de la Seine s'établit à 25 Allemands tués. On voit l'intérêt militaire.

De son côté, en douze mois d'existence, la seule Brigade antiterroriste a arrêté 1012 personnes. (cf. *Liquider les traîtres. La face cachée du PCF 1941-1943*. Opus cité) On voit l'intérêt policier.

Espérance de vie d'un groupe terroriste clandestin ? Quelques mois. Bilan militaire ? Dérisoire. Bilan politique ? Négatif. Trop de dommages collatéraux et d'otages fusillés, les dénonciations pleuvent. Ce

n'est qu'après Stalingrad et le Débarquement que la résistance armée devient un choix honorable, puis raisonnable, pour la majorité attentiste. Tous ces gosses, ces immigrés, ces prolos, sont, comme les montagnards des Glières, morts pour la propagande, pour que le PC ou De Gaulle pèse dans l'après-guerre. Ils croyaient résister aux nazis allemands, et ils résistaient déjà aux impérialistes américains ou à l'ogre soviétique. N'auraient-ils pas tiré un coup de feu que les chars de la 2^e DB seraient entrés dans Paris, à peu près à la même date.

L'ironie, c'est que ces clandestins présentés par l'Histoire officielle comme des conspirateurs achevés, disciplinés, des hommes de fer, fonctionnent à peu près comme ce qui se nomme aujourd'hui pompeusement les « *groupes affinitaires* ». Ils se recrutent entre copains, connaissent leurs noms respectifs malgré les consignes de cloisonnement et les pseudonymes, vivent dans les mêmes quartiers, voire les mêmes maisons, mangent ensemble, couchent ensemble, se querellent ensemble, se promènent avec des notes, des adresses, des dossiers, et parlent assez vite, une fois arrêtés, pour la bonne raison qu'en dépit des consignes et des grands mots de l'*Humanité*, la torture, sauf exception, ne laisse pas le choix. Et donc, une arrestation ou une erreur entraîne la chute de tout le groupe. Oubliez la mythique figure du traître, bouc émissaire commode, mais exceptionnel. La plupart des résistants tombent parce qu'ils ne peuvent être que ceux déjà connus, fichés et suivis de longue date des services de police, ceux qui résistaient *déjà* avant-guerre, et que la clandestinité n'est pas le cadre le plus propice au renouvellement des militants. Le contraste entre les groupes de combat des années quarante et ceux de la période récente reste que les premiers, au moins, s'appuient sur de larges courants organisés, auxquels ils ne se substituent pas, qu'ils ne prétendent pas diriger, et qui assurent dans la mesure de leurs forces le soutien matériel et l'explication politique de leurs actes. Le Parti Communiste d'avant la dissolution, c'est 300 000 membres enracinés dans la classe ouvrière et les couches populaires (cf. *Liquider les traîtres. La face cachée du PCF 1941-1943*. Opus cité). Le soutien et l'interprète du groupe de combat aujourd'hui, c'est le pathétique et sempiternel « *comité anti-répression* » qui blottit quelques marginaux penauds sous les robes de l'avocat sauveur qui n'en peut mais.

Comme annoncé par De Gaulle dans son appel du 18 juin, c'est « *la force mécanique supérieure* », « *l'immense industrie des Etats-Unis* », les ressources des « *empires* » français et britanniques qui triomphent de « *la force mécanique, terrestre et aérienne de l'ennemi* ». « *Le destin du monde est là* ». A-t-on remarqué qu'outre les « *officiers et soldats* », la seule catégorie à laquelle s'adresse spécifiquement son appel, est celle des « *ingénieurs et des ouvriers des industries d'armement* » ? Cependant, même les armées industrielles produisent et emploient des techniciens de la guérilla, soit pour le harcèlement, soit pour des coups de main. Ainsi les commandos Jedburgh, parachutés par équipes de trois, doivent-ils aider, et souvent diriger, les maquis français à l'approche du Débarquement. Parmi ces techniciens hautement qualifiés une centaine de Français, dont Paul Aussaresses, parachuté avec Marcel Bigeard « *en Ariège, entre Pamiers et Mirepoix* » pour encadrer, fanfaronne-t-il, « *un maquis de la Fédération Anarchiste Ibérique* » (cf. *Services spéciaux. Algérie 1955-1957*. Opus cité). C'est que Paul Aussaresses, voyez-vous, se veut un réfractaire et un non-conformiste.

II

Du 3 septembre 1939 au 5 juillet 1962, l'armée française fait la guerre, tantôt à l'ennemi extérieur, jusqu'au 8 mai 1945 ; tantôt à l'ennemi intérieur, de ce même 8 mai 1945 qui voit le massacre de 5000 insurgés à Sétif², suivi en novembre 1946 des 6000 morts du bombardement de Haïphong, des 89 000 morts en 1947, des massacres de Madagascar, des guerres d'Indochine et d'Algérie. L'armée française ne faisait pas, à la différence de la résistance démocratique ou révolutionnaire, la guerre au nazisme, mais à l'armée allemande. Celle-ci terminée, elle se retourne contre les séparatistes indigènes, et parfois contre leurs complices français, coupables, à la faveur de ces six années d'affaiblissement de l'autorité, de porter atteinte à l'unité et à l'intégrité de l'empire, rebaptisé « *Union française* ». C'est dans ces guerres intérieures, ces quasi guerres civiles, au moins en Algérie, que l'armée française s'est forgé une doctrine et des pratiques exportées ensuite dans tous les états-majors du *monde libre*, et qui perdurent aujourd'hui

² Mais Planche dit 20 000 à 30 000 Algériens tués par les Européens (cf. *Sétif 1945*. Perrin, 2006)

en *métropole* à travers toutes sortes d'institutions et de dispositifs, pour combattre *l'insécurité* et *le terrorisme*. Voyons ce que tout révolutionnaire d'aujourd'hui, s'il en est pour se prétendre tels, doit savoir de la répression.

Battu en Indochine par les armées de Giap, un groupe d'officiers au savoir-faire expéditif et limité (Lacheroy, Trinquier, Faulques, Aussaresses, Bigeard, Château-Jobert, Massu, Léger, Argoud, etc), croit tirer les leçons de sa défaite en devisant une stratégie de la guerre contre-révolutionnaire (Lacheroy, *Guerre révolutionnaire et arme psychologique*, 1957. Trinquier, *La guerre moderne*, 1961. Et des dizaines d'autres livres, manuels, conférences.), déduite de la stratégie de la guerre révolutionnaire de Mao (*Problèmes stratégiques de la guerre révolutionnaire en Chine*. 1936), elle-même une géniale mise à jour de *L'Art de la guerre* de Sun Tzu, un traité vieux de vingt-cinq siècles.

Ayant énoncé que la guerre était affaire de vie ou de mort pour l'Etat, Sun Tzu énumère cinq facteurs fondamentaux dont le premier et le plus important est politique : « *Ce qui fait que le peuple est en harmonie avec ses dirigeants, de sorte qu'il les suivra à la vie et à la mort sans craindre de mettre ses jours en péril.* » (cf. *L'Art de la guerre*. Sun Tzu. Flammarion) L'arrière est décisif. D'où « *l'action psychologique* » avec la création au sein de l'armée, dès 1953, de « *services* » et de « *bureaux* » chargés de la conquête des cœurs et des esprits par des campagnes de propagande : tracts, films, meetings, constructions d'école, vaccinations. Ce qu'on nomme aujourd'hui « *l'humanitaire* ». En *métropole*, simultanément se constituent des milices de réservistes, militairement encadrées, afin de quadriller le territoire et de fournir des listes de « *subversifs* » à arrêter préventivement en cas de crise. C'est l'époque où Aussaresses et le service Action du SDECE (Service de Documentation Extérieure et de Contre-Espionnage devenu, en 1981, la DGSE, la Direction Générale de la Sécurité Extérieure), constituent des dépôts d'armes clandestins pour résister à une éventuelle invasion soviétique – sans doute dans le cadre des réseaux « *Stay behind* » de la CIA (cf. *Services spéciaux. Algérie 1955-1956*. Opus cité). Ce dispositif de Défense Intérieure du Territoire (décret du 27 décembre 1956), se transforme en Défense Opérationnelle du Territoire (DOT) en 1962, pour y intégrer les leçons des « *événements* ». Où l'on voit, qu'en effet, *l'Algérie c'est la France*.

Mao : « *Il ne faut pas déprécier ce proverbe contenu dans le livre de Sun Wu Tzu, le grand expert militaire de la Chine antique : "Connais ton ennemi et connais-toi toi-même, et tu pourras livrer cent batailles sans essuyer un désastre".* » Connaître l'ennemi, sans être connu de lui : l'infailible clé du succès. D'où l'espionnage, le renseignement, le fichage, *l'impérative torture*.

Le 29 juillet 1949, un journaliste de *Témoignage Chrétien* rapporte sa visite au poste de Phul Cong, au Tonkin. « *Ici, c'est mon bureau, lui explique l'officier. La table, la machine à écrire, le lavabo ; et là, dans le coin, la machine à faire parler. (...) Oui, la dynamo, quoi ! C'est bien commode pour l'interrogatoire des prisonniers. Le contact, le pôle positif et le pôle négatif ; on tourne, et le prisonnier crache !* » (cf. *Escadrons de la mort. L'école française*. Opus cité) On oublie trop que l'usage de la « *gégène* » comme instrument de question dans l'armée française remonte à la guerre d'Indochine, et non pas aux prétendues urgences de la guerre aux poseurs de bombes.

Principes tactiques. Toujours prendre l'initiative. Ne combattre que lorsque la victoire est certaine, en position de force écrasante.

Sun Tzu : « *Lorsque vous possédez la supériorité à dix contre un, encerclz l'ennemi. À cinq contre un, attaquez-le. (...) À deux contre un, divisez-le.* »

Mao (qui paraphrase) : « *L'ennemi avance, nous reculons ; l'ennemi s'arrête, nous le harcelons ; l'ennemi s'épuise, nous le frappons ; l'ennemi recule, nous le pourchassons.* »

Rien que n'eussent pu dire Du Guesclin, capitaine de la « petite guerre », Charrette, général des Chouans, ou les Espagnols insurgés contre l'invasion napoléonienne qui lancèrent le terme de guérilla. Rien que les vaincus de Dien Bien Phu, souvent issus de la Résistance (Bigeard, Aussaresses), n'aient vu de leurs propres yeux, avec les maquis victorieux de Guingoin en Limousin, et l'écrasement des stupides forteresses du Vercors et des Glières, fruits d'une scholastique militaire.

« *La distinction entre offensive et défensive, Mao ne s'en souciait pas ; il comprenait comme Sun Tzu avant lui, que nulle guerre ne peut être gagnée en prenant une attitude statique.* » (Samuel. B. Griffith. Introduction à *L'Art de la guerre*. Opus cité)

Dans cette guerre populaire, dite révolutionnaire, mais qui fut aussi souvent réactionnaire, la disparition du front au profit de l'espace, entraîne celle de la défense en ligne au profit de la défense en surface : quadrillage, occupation, patrouille du territoire. Soit les versions successives et renforcées du plan Vigipirate, et les projets de surveillance panoptique et électronique du Gixel (cf. « *L'Invention du contrôle ou les complots du pouvoir* ». Pièces et Main d'Œuvre, 3/07/07), avec toujours moins de moyens humains et toujours plus de technologie. L'épouvantail du « *terrorisme* » s'étant substitué à celui de la « *subversion* ».

Dès l'Indochine, l'armée secrète sa propre (contre)guérilla, dispersée en unités d'élite, réduites, mobiles, autonomes et partisans. Formé à l'école des services spéciaux britanniques, Aussaresses intègre en 1946 le « service Action » du SDECE. Au sein de cette armée secrète, il crée le 11^e bataillon parachutiste de choc, dit « 11^e Choc » : 850 hommes basés à la citadelle de Mont-Louis, dans les Pyrénées, rompus au terrorisme et aux opérations commando. « *C'est pour avoir créé le 11^e Choc que Paul Aussaresses est décoré de la légion d'honneur, à vingt-neuf ans.* » (*Escadrons de la mort. L'école française*. Opus cité)

En 1948, il débarque à Saïgon. En 1951, de Lattre de Tassigny, commandant en chef du corps expéditionnaire, ordonne la création du GCMA (Groupement des Commandos Mixtes Aéroportés). Des milices clandestines, recrutées essentiellement parmi les minorités montagnardes et encadrées par les hommes du 11^e Choc. Cependant que le colonel Trinquier organise un trafic d'opium pour financer sa « *guerre moderne* », les capitaines de brousse redécouvrent la féodalité : répartition du territoire en zones, secteurs, sous-secteurs, quartiers, sous-quartiers, jusqu'au plus petit fief, le poste. Villages fortifiés, milices villageoises. Des méthodes enseignées dès 1954 à l'École Supérieure de Guerre, aussitôt appliquées en Algérie et transmises aux armées alliées, de Belgique en Argentine, d'Amérique en Afrique.

« *On ne disait pas enlèvement, vols, tortures, mais expédition punitive, recouvrement de matériel, interrogatoires* », témoigne un ancien légionnaire, ajoutant que l'officier de renseignement de son bataillon dirigeait une « *bande noire* », composée de sous-officiers, de déserteurs viets et de repris de justice, qui se livrait à de nombreuses séances de torture. « *Cette « bande noire » était vraisemblablement l'une des unités spéciales mises sur pied par Château-Jobert dans son « service Efficacité » auquel collabora le général Aussaresses.* » (cf. *Escadrons de la mort. L'École française*. Opus cité)

En 1957, Trinquier reproduit durant la bataille d'Alger, ce quadrillage cartésien du territoire. « *Le principe : Alger et sa banlieue sont divisés en secteurs, sous-secteurs, îlots et groupes de maisons. Au bout de la chaîne, chaque maison est numérotée sur plan, et au pinceau sur la façade. Du jour au lendemain, raconte Yacef Saâdi, la Casbah a été envahie par des centaines de paras ou gendarmes, munis de pots de peinture et d'échelles ! Pendant que certains inscrivaient un numéro sur les maisons, comme B1, B2, etc, les autres recensaient la population, en établissant une fiche par maison. Un travail de fou !* » (cf. *Escadrons de la mort. L'école française*. Opus cité)

Aussaresses : « *Il disait (NDR, Trinquier), en effet, avoir été frappé par le fait que Napoléon, pour administrer les villes rhénanes qu'il avait conquises, avait commencé par s'occuper de la numérotation des maisons et du recensement de leurs habitants* » (cf. *Services spéciaux. Algérie 1955-1957*. Opus cité).

La police des populations commence, encore aujourd'hui, par leur (géo)localisation, d'où la traditionnelle hostilité de l'Etat envers les nomades et vagabonds ; d'où le recensement obligatoire entre 16 et 18 ans pour les jeunes gens des deux sexes, ostensiblement afin d'être convoqués aux « Journées d'Appel de Préparation à la Défense », sous peine de ne pouvoir se présenter aux examens et concours publics jusqu'à l'âge de 25 ans. Et donc, la contestation de cette police devrait commencer par le sabotage du recensement et de la numérotation des rues, quitte à relever son courrier à la poste du quartier.

La seule vraie différence, de Hambourg, 1933, à Alger, 1957, c'est le personnel employé : la police en Allemagne, l'armée en Algérie. Si de tout temps, l'armée a aussi bien servi contre l'ennemi extérieur que contre l'ennemi intérieur, c'est désormais celui-ci nommé comme tel, le révolutionnaire clandestin, censé baigner dans le peuple « *comme un poisson dans l'eau* » et le dresser contre l'ordre social ou colonial, qui devient l'ennemi principal. Il faut mépriser les geignements d'officiers contre les œuvres de basse police dont on les aurait soi-disant chargés malgré eux. Ceux qui refusaient d'espionner et de torturer sont partis ou sont restés à l'écart. Aussaresses donne leurs noms : le colonel de Cockborne, le général de la Bollardière, et de façon beaucoup plus torve, le colonel Godard. Mais l'osmose entre policiers et paras était telle que les inspecteurs de la PJ, vêtus des tenues léopard des paras, les accompagnaient lors de leurs rafles nocturnes. La SA, la SS, et à un moindre degré, la Gestapo, se composaient de militants militarisés, comme les paras d'Algérie soumis à « *l'action psychologique* » des états-majors se muèrent vite en soldats militants. Ils formèrent l'éternel parti du pouvoir et de la terreur : le *comitatus*. Dès 1957, explique le capitaine de la Bourdonnaye, « *Certains membres de l'équipe que j'ai récupérée étaient devenus complètement fous : ils avaient pris l'habitude de tuer les prisonniers d'un coup de couteau dans le cœur...* » (cf. *Les escadrons de la mort. L'école française*. Opus cité). Mais on sait qu'ils en firent bien d'autres.

Dans une guerre « *asymétrique* », comme l'on dit maintenant, l'insurrection ne peut survivre et renverser le rapport de forces qu'avec l'appui de la population qui forme ses « arrières », comme le territoire forme l'arrière d'une armée régulière. Avant même de casser un carreau, toute organisation rebelle doit gagner cette population par un mélange variable de persuasion et de coercition. Le Vietminh fut aussi persuasif qu'impitoyable. Le FLN algérien, simplement atroce. D'une atrocité que l'on prétend expliquer par les massacres de la conquête (1830-1849), et de Sétif (8 mai 1945) et justifier par les nécessités de la guerre d'indépendance ; mais qui rappelle celle des guerres civiles, religieuses, et paysannes, auxquelles la guerre d'Algérie doit ses caractéristiques. Les nécessités de la guerre constituent l'excuse de toutes les armées criminelles, et d'abord de l'armée française en Algérie. On a vu depuis que pour le FLN devenu l'Etat algérien, l'égorgement de population n'était qu'une commodité de gouvernement, et l'indépendance, le nom dont les généraux décideurs couvraient leur dictature et leurs trafics avec le colonisateur honni.

La riposte des « *Mercenaires* », des « *Centurions* », des « *Prétoriens* », comme les exalte leur poète de chevet, sera d'un pragmatisme obtus et sanguinaire : vider l'eau du poisson. Renfermer la population dans des camps et des « *hameaux stratégiques* ». L'épier et l'encadrer comme on surveille et quadrille le territoire. Mouchards, supplétifs. Détection et destruction des éléments subversifs.

À Philippeville, en 1955, Aussaresses est l'OR, l'officier de renseignement de la 41^e demi-brigade parachutiste. Pour « *opérer* », il a deux adjoints, un Kabyle d'origine turque et un Ardéchois qui parlent tous deux arabe. Un vieux de la vieille lui conseille de s'adresser aux Renseignements généraux. « *Je compris vite que les RG, c'était le service de renseignement de la sous-préfecture. J'ai donc pris contact avec le commissaire Arnassan qui en était responsable* » (cf. *Services spéciaux. Algérie 1955-1957*. Opus cité). Aussaresses noue de « *cordiales relations* » et « *entretient des rapports fructueux* » avec policiers et gendarmes.

« *Ils me firent vite comprendre que la meilleure façon de faire parler un terroriste qui refusait de dire ce qu'il savait était de le torturer. (...) J'avais entendu dire que des procédés semblables avaient déjà été utilisés en Indochine, mais de manière exceptionnelle. (...) Les policiers de Philippeville utilisaient donc la torture, comme tous les policiers d'Algérie, et leur hiérarchie le savait.* »

Aussaresses se constitue un réseau, il recrute des informateurs : les fonctionnaires des Eaux et Forêts, le juge du tribunal d'instance, un chasseur ancien para, des commerçants, des industriels, des avocats. « *J'appris à utiliser aussi le journaliste local, les patrons de bistrots, la patronne de la boîte de nuit et même la tenancière du bordel. Avec l'aide du maire conservateur, Dominique Benquet-Crevaux, et de l'un de ses conseillers, je constituai un fichier des habitants.* »

On voit que ce n'est pas d'aujourd'hui que les maires ajoutent la délation aux pouvoirs de police qu'ils exercent sur leurs administrés.

Fort de ses informations, Aussaresses arrête des suspects. « *Alors, sans état d'âme, les policiers me montrèrent la technique des interrogatoires « poussés » : d'abord les coups qui, souvent, suffisaient, puis les autres moyens dont l'électricité, la fameuse « gégène », enfin l'eau. (...) Je suppose que les policiers de Philippeville n'ont rien inventé.* »

Non, sans doute. Les traditions se transmettent de tortionnaire en tortionnaire, depuis la découverte par le premier bourreau que l'infliction de la douleur était une façon à la fois jouissive et efficace d'obtenir quelque chose d'autrui. Ce que nous voyons fonctionner là, à l'échelle locale, c'est le *comitatus*, l'appareil de terreur du pouvoir : soldats, policiers, gendarmes, notables et parasites, le garagiste et son équipe, organisé en « *toile* », en « *système* », nous dit Aussaresses, pour, platement, maintenir leur domination. On arme les « *honnêtes gens* », police et pieds-noirs en détournant des munitions du dépôt militaire, et l'on se prépare à l'affrontement que l'indispensable et omniscient Aussaresses a prévu pour le 20 août.

« *Un mois à l'avance, j'avais donc connaissance de cette importante opération, du lieu, de la date, de l'heure, des effectifs et de la tactique. Maintenant, il fallait surtout ne plus bouger et attendre l'ennemi de pied ferme.* » (cf. *Services spéciaux. Algérie 1955-1957*. Opus cité)

Ce samedi-là, à midi, ce n'est pas une émeute spontanée comme à Sétif, dix ans plus tôt, qui éclate dans une trentaine de points du Constantinois, mais une insurrection organisée par le FLN dont 800 combattants, en uniformes et armés de fusils, encadrent 3000 paysans hérissés de haches, de serpes, de pioches et de gourdins. L'assaut laisse sur le carreau à peu près le même nombre de victimes qu'à Sétif : 26 militaires, 92 civils, dont 71 Européens, des femmes, des enfants massacrés, soit 123 morts. Le chiffre de la répression, comme à Sétif, varie du décuple - 1273 morts de source officielle - à 5000, *en gros*, selon les historiens, avec une orgie de viols et de massacres dans les douars autour de Philippeville. Le *comitatus* a reçu l'ennemi de pied ferme. Aussaresses dirige les exécutions en masse. De passage deux jours plus tard, Massu s'enquiert, paraît-il, des méthodes de cet officier si renseigné.

« - *J'ai fait ce qu'il fallait et j'ai été aidé. - Par qui ? - Notamment par la police. Massu poussa un grognement et remonta dans son hélicoptère sans commentaire* » (cf. *Services spéciaux. Algérie 1955-1957*. Opus cité).

Cette opération de Philippeville préfigure la bataille d'Alger, seize mois plus tard. Chargé par Robert Lacoste, « *ministre résident* », c'est-à-dire gouverneur, socialiste, de l'Algérie, de briser l'appareil du FLN à Alger et la grève générale annoncée pour le 28 janvier 1957, Massu organise un état-major « *parallèle, pour ne pas dire secret* » (Aussaresses), avec le lieutenant-colonel Trinquier pour le renseignement et le commandant Aussaresses pour l'action – c'est-à-dire la boucherie.

Massu : « *Non seulement le FLN tient Alger, mais ses principaux chefs y sont installés. Tout le monde le sait. Aujourd'hui, Aussaresses, nous allons les liquider, très vite et par tous les moyens : ordre du gouvernement. Puisque vous n'étiez pas volontaire, vous savez que ce n'est pas un travail d'enfant de chœur.* » (cf. *Services spéciaux. Algérie 1955-1957*. Opus cité)

« *Enfant de chœur* ». Début de l'euphémisme, des mots de code, demi-mots, sous-entendus, non-dits, du *complot tacite* ; celui qui requiert l'absence d'explication afin de préserver sa négation future. Et parce qu'il est des actes plus faciles à commettre qu'à s'avouer, Massu le « *grand capitaine* » (Aussaresses) n'ordonne jamais : Torturez. Exterminez. Il grogne. Il parle à voix basse. Il dit « *vous comprenez* », « *débrouillez-vous* », « *vu ?* ». « *De toute façon, il avait une immense qualité : celle de toujours couvrir ses subordonnés.* »

« *Quand nous sommes arrivés à la préfecture, le général m'a montré un bureau qui venait d'être mis à ma disposition, tout près du sien. Pour me donner une couverture administrative, il a fait taper une note de service laconique et vague où il était simplement indiqué que le commandant Aussaresses était chargé des relations entre le général Massu et les services de police et de justice. Cela voulait dire en clair que je devais avoir d'assez bonnes relations avec les policiers pour pouvoir les utiliser et faire en sorte que nous n'ayons jamais affaire à la Justice.* »

Premier objectif : le fichier des Renseignements généraux. « *Il comprenait près de deux mille noms de responsables du FLN pour Alger et l'Algérois. (...) Arnassan mit aimablement les fiches à ma disposition, afin que je les fasse aussitôt recopier par les officiers de l'état-major préfectoral. C'était un outil indispensable pour commencer à travailler. Au fur et à mesure des arrestations et des interrogatoires, ce fichier s'est complété.* » (cf. *Services spéciaux. Algérie 1955-1957. Opus cité*)

Chaque soir, entre le coucher du soleil et minuit, « *la cavalcade commençait* ». Les paras raflent les suspects, les sympathisants, les proches, les relations connues. La torture est la règle. Pour avoir une idée de *la Question*, et de ce que requiert le refus d'y répondre, lisez le livre d'Alleg. Un nom entraîne un autre. Le FLN comptait 1500 militants à Alger. Entre janvier et octobre 1957, les escadrons de la mort comme on les nomme déjà, arrêtent 24 000 personnes, dont 3024 disparaissent sans laisser de trace. (cf. *Les escadrons de la mort. L'école française. Opus cité*) Faut-il souligner quels gains de production leur auraient apportés les fichiers informatisés, Internet, les pièces d'identité électroniques, infalsifiables, la biométrie, les R.F.I.D, les systèmes de surveillance et de localisation ?

Complot tacite, mais parfaitement sous commande de la hiérarchie militaire et du pouvoir civil. « *À la fin de chaque nuit, je relatais les événements sur la page d'un carnet top secret, le manifold, qui permettait de rédiger manuellement un texte en quatre exemplaires, grâce à trois feuilles de carbone. L'original revenait à Massu et il y avait trois copies, une pour le ministre résidant Robert Lacoste, une pour le général Salan, la troisième pour mes archives.(...) Je centralisais les informations que chaque OR m'avait données au cours de la nuit. J'indiquais le nombre d'arrestations de chaque unité, le nombre de suspects abattus au cours des interpellations, le nombre d'exécutions sommaires pratiquées par mon groupe ou par les régiments. (...)*

Chaque matin, après un dernier café, nous nous retrouvions avec Trinquier et allions voir Jacques Massu à Hydra pour lui raconter ce qui s'était passé. Il nous recevait chez lui, secrètement, de sorte que nous n'avions pas de contact avec les gens de la division. Nous savions qu'après nous avoir entendus, il rencontrait Lacoste.

En remettant à Massu sa feuille du manifold, je lui donnais de rapides explications sur les opérations. Les exécutions étaient souvent assimilées à des tentatives d'évasion manquées. Je m'efforçais de ne pas trop lui laisser le temps de réfléchir et de ne pas le gêner.

Massu, par une sorte de code tacite, ne s'exprimait à ce moment que par un grognement dont on ne pouvait dire s'il s'agissait de félicitations ou d'une marque de désapprobation. De toute façon, il avait une immense qualité : celle de toujours couvrir ses subordonnés » (cf. *Services spéciaux. Algérie 1955-1957. Opus cité*).

Le sang monte à la tête de l'exécutant et de l'exécuteur : Trinquier et Aussaresses. Ils tirent des plans pour assassiner en France les dirigeants prisonniers du FLN (Ben Bella, Ait Hamed Hocine, Mohamed Khider, Mohamed Boudiaf, Mustapha Lacheraf), les porteurs de valises et leurs sympathisants. Ils fichent, repèrent, planifient. C'est le moment où Audin *disparaît*, où Alleg manque disparaître. De grands événements les distraient soudain de leurs desseins.

C'est une banalité, aujourd'hui reconnue de tous, que le retour de De Gaulle au pouvoir en mai 1958, est le fruit d'un coup d'Etat ourdi par le *comitatus*. D'un enchevêtrement de complots reliant Chaban-Delmas, ministre de la Défense, Delbecque, son représentant à Alger, Wybot, directeur de la DST, le service « action » du SDECE (le 11^e Choc), les régiments parachutistes de Massu, et les ultras d'Algérie, privés de champion, intégristes catholiques et militaristes, pétainistes sans Pétain, franquistes sans Franco. Ceux-là voudraient simplement l'armée au pouvoir.

Ce coup d'Etat a une apparence. Un « *Comité de Salut Public* » présidé par Massu somme le président Coty de céder la place à De Gaulle, « *seul capable de conserver l'Algérie, partie intégrante de la République* ». Il a une réalité. L'opération « *Résurrection* », un pronunciamiento organisé par un groupe d'officiers, partisans, ambitieux et fanatiques, au cas où Coty regimberait : le général Dulac, adjoint de Salan, chargé de la liaison avec De Gaulle, le colonel Ducasse, chef d'état-major de Massu, le chef d'escadron Vitasse, également de l'état-major de Massu, avec l'appui des généraux Miquel et Descours, des régions militaires de Marseille, Lyon, Toulouse, Dijon.

Il s'agit d'assurer en quelques heures la prise des centres vitaux de la capitale : ministère de l'Intérieur, préfecture de police, radio, électricité, etc, par des paras venus d'Alger.

L'action prévue pour le 30 mai à 2 heures du matin doit être appuyée par les unités paras de Pau et Mont-de-Marsan, « *et surtout les blindés du colonel Gribius, stationnés à Saint-Germain-en-Laye, qui doivent faire mouvement sur Paris au premier signe de Colombey. Le plan prévoit également l'arrestation d'un certain nombre d'hommes politiques, dont François Mitterrand, Pierre Mendès-France, Edgar Faure, Jules Moch* (NDR, ministre de l'Intérieur socialiste), *et toute la direction du parti communiste.* » (cf. *L'orchestre noir*, F. Laurent. 1978. Stock)

Le 29 au soir, l'opération est reportée. « *Ajournement si rapide, écrit Wybot* (NDR, le directeur de la DST), *qu'on ne parvient pas à prévenir tous les conjurés. Certains qui s'en tiennent à l'heure fixée, démarrent. Ainsi le général Rancourt (...), dont les avions ont pour mission d'aller chercher des renforts de paras à la base du Sud-Ouest, fait décoller l'escadre d'Orléans. Les avions seront rappelés en plein vol...* » (cf. *L'orchestre noir*. Opus cité)

L'explication vient le lendemain. La république a flanché. De Gaulle est investi président du conseil, le 1^{er} juin, par la chambre des députés.

III

« *Croit-on, qu'à 67 ans, je vais commencer une carrière de dictateur ?* »

Le dictateur, à Rome, est un magistrat doté des pleins pouvoirs pour six mois, par le sénat et l'un des deux consuls, en cas de péril extraordinaire, notamment d'invasion, et jouissant de l'impunité à l'issue de sa dictature. Sylla et César lui donnèrent une si mauvaise réputation que cette magistrature fut abolie sous Auguste. De Gaulle qui méprise le régime populacrier d'un Hitler ou d'un Mussolini, ne ménage pas, en revanche, son estime au général Franco, militaire et catholique comme lui. Sa constitution de la V^e République, adoptée en septembre 1958 par 80 % des électeurs, stipule : que le président de la République assure la continuité de l'Etat (article 5) ; qu'il nomme aux emplois civils et militaires (article 13) ; qu'il est le chef des armées (article 15) ; et – voici la dictature- que : « *Lorsque les institutions de la République, l'indépendance de la Nation, l'intégrité de son territoire ou l'exécution de ses engagements internationaux sont menacés d'une manière grave et immédiate et que le fonctionnement régulier des pouvoirs publics constitutionnels est interrompu, le président de la République prend les mesures exigées par les circonstances...* »

C'est le célébrissime article 16, qui lui laisse le soin de définir la gravité et l'urgence de la menace, l'opportunité de mesures d'exception, la nature de ces mesures et leur durée application. De Gaulle qui, dans les premières années de son règne, use à répétition des pleins pouvoirs et de l'état d'urgence, s'en sert du 23 avril au 29 septembre 1961, lorsque la faction ultra des officiers d'Algérie, décidément déçue, tente de défaire par un nouveau coup d'Etat, le roi qu'elle avait fait trois ans plus tôt. Passons sur ces luttes d'appareil, et remarquons que les constitutions des nouveaux Etats de l'Afrique française, reprennent toutes une forme expéditive de l'article 16 (cf. *Une guerre noire*. G. Périès, D. Servenay, 2007. *La Découverte*). Expédient commode, en effet, pour tous ces gouverneurs indigènes, souvent de rustiques sous-officiers mis par la France à la tête d'Etats vassaux, afin de perpétuer l'empire, et liés à elle par de prévoyants accords de « *coopération militaire* ». Ce que peut la conjonction de la dictature constitutionnelle, de la Défense Opérationnelle du Territoire, et de la stratégie de « *guerre contre-révolutionnaire* », c'est au Rwanda et en Algérie qu'on l'a vu le plus récemment, mais cette moderne école de la terreur répand depuis un demi-siècle dans le monde le génie français. Des officiers de toutes les armées viennent s'initier *in situ* durant la bataille d'Alger, au Centre d'Instruction à la Pacification et à la Contre-Guérilla (CIPCG) d'Arzew, et à l'Ecole Supérieure de Guerre. Lacheroy, Aussaresses, Bentresque, De Naurois, Badie, Nougès, *et alii*, font des tournées de conférences, enseignent la traque, la torture, l'élimination, au Pentagone, à Fort Bragg, Fort Benning, au centre d'instruction à la contre-guérilla de Manaus, à l'Ecole Supérieure de Mécanique de la Marine (ESMA), à Buenos Aires déjà infesté d'anciens nazis, miliciens, et tueurs de l'OAS. Ils enseignent également l'impunité.

Dès le 22 mars 1962, De Gaulle amnistie « *tous les faits commis dans le cadre des opérations de maintien de l'ordre dirigées contre l'insurrection algérienne.* » Deux mois après la grande peur de Mai, le 31 juillet 1968, cette amnistie s'étend aux conjurés du Putsch des Généraux, et à ceux de l'OAS condamnés à mort en exil. Le parti du pouvoir se réunifie face à la subversion. Sachant qu'on estime à 1500 en 15 mois, le nombre des victimes de l'OAS, et à 9 en 8 ans, celui des victimes d'Action directe,

dont les derniers prisonniers croupissent encore en geôle, vingt ans après leur condamnation, on voit que sous notre république, il est au moins vingt fois plus pardonnable de tuer 150 quidams par mois, Arabes ou arabophiles, qu'un policier ou un général par an.

Une fois n'est pas coutume. Tandis qu'en Indochine, les officiers français élaborent une technique de guerre à l'ennemi intérieur, à Washington, les politiciens américains en formulent la doctrine politique, dite « *de sécurité nationale* ».

Le 11 mars 1947, Harry Truman déclare au congrès : « *Je crois que les Etats-Unis doivent soutenir les peuples libres qui résistent à des tentatives d'asservissement par des minorités armées, ou des pressions venues de l'extérieur. Je crois que nous devons aider les peuples libres à forger leur destin de leurs propres mains.* » (cf. *Les escadrons de la mort. L'école française.* Opus cité)

Six mois plus tard, le congrès vote à l'unanimité le « *National Security Act* », et la création du « *National Security Council* » autour du président.

Cette « *sécurité nationale* », c'est celle de l'Empire et de ses marches, face à l'empire rival et à ses partis locaux. La CIA couvre l'Europe de réseaux clandestins, dits « *Stay Behind* », souvent recrutés parmi les anciens commandos de la Deuxième guerre mondiale et ceux des services secrets, comme Aussaresses, afin d'opérer derrière les lignes d'une éventuelle invasion soviétique ou de combattre une éventuelle insurrection. C'est le réseau italien, dit « *Gladio* », qui fomenta de l'attentat de la piazza Fontana le 12 décembre 1969, au massacre de la gare de Bologne, le 2 août 1980, la « *Stratégie de la tension* » (cf. *L'orchestre noir.* Opus cité), et le réseau belge, peut-être, qui est derrière les « *tueurs fous du Brabant* », au début des années 1980. C'est la « *Sécurité nationale* » qui sert de prétexte au coup d'Etat des colonels grecs en 1967. Des années 1950 aux années 1970, du Guatemala au cône sud, elle devient la doctrine officielle des dictatures militaires et la justification des exterminations perpétrées par les escadrons de la mort.

Le croisement de la Sécurité nationale et de la guerre contre-révolutionnaire produit ainsi le « *plan Condor* » (1975), modelé sur la bataille d'Alger, avec la création par les polices secrètes du Chili, d'Argentine, d'Uruguay, du Paraguay et de Bolivie, d'une banque de données commune, et d'un système de communication centralisé, afin d'éliminer leurs opposants. Ou encore le massacre préventif, par les généraux argentins, de tous ceux qui n'étaient pas avec eux (1976). Cette même année 1975, sous la présidence de Giscard, voit le jour le projet « *Safari* » de fichage informatique de tous les Français. Le tollé subséquent aboutit en 1978 à la création de la Commission Nationale Informatique et Liberté (CNIL), qui a depuis avalisé tous les fichiers « *de sécurité* » (Stic, Judex, etc), avant de résigner, de son propre mouvement, jusqu'à ses minces prérogatives entre les mains de la police. On sent bien que c'est une commission informatique et liberté qui a manqué aux suppliciés du Plan Condor, et que des fichiers de police « *encadrés* » et « *légalisés* » auraient fait toute la différence.

Entre la junte gorille d'Argentine et le gouvernement français, une telle cordialité de rapports qu'elle révèle les dessous du « *libéralisme avancé* ». On se rappelle soudain que Giscard a fait son stage d'officier de réserve dans le bureau de Lacheroy, le doctrinaire de la guerre contre-révolutionnaire. Que son âme damnée, Poniatovski, complotait avec l'OAS. Qu'il a remis en service les tueurs et/ou fascistes, Robert Griotteray, Hubert Bassot, Pierre Sergent, Claude Dupont, Madelin, Longuet, Devedjian, Jacques Douffiagues, Claude Goasguen (cf. *Génération Occident*, F. Chapier. 2005. *Le Seuil*). Qu'il a nommé Bigeard au secrétariat d'Etat à la Défense (1975-1976) ; que Bastien-Thiry, condamné à mort pour l'attentat du Petit-Clamart, l'a désigné parmi ses commanditaires (*Le Monde*, 12 février 63) ; que son grand-père Bardoux, et son père, Edmond d'Estaing, furent des notables pétainistes voire un peu plus que cela ; et que somme toute, il y aurait lieu d'examiner la contiguïté entre la doctrine de « *Sécurité nationale* », et la politique « *sécuritaire* » développée sous Giscard (*Vigipirate*, loi *Sécurité et Liberté*).

Selon l'idée reçue, cependant, si les paras ont gagné la bataille d'Alger, le FLN a gagné la guerre d'Algérie, ce qui est faux militairement et vrai politiquement, le peuple algérien faisant les frais de la victoire comme de la défaite. C'est la théorie de la « *guerre asymétrique* », nouveau nom de la guerre révolutionnaire dans la bouche des doctes.

« *La guérilla ou le terrorisme vont en effet occuper une place croissante, car c'est la seule technique dont dispose le faible pour résister au fort. Les conflits asymétriques, ou guerres irrégulières (...) indiquent que les forts peuvent être mis en échec. À condition, pour les faibles, d'accepter d'en payer le*

prix. (...) Lors de tels conflits, le rapport des pertes humaines entre les deux camps est en moyenne de 1 à 8. L'équilibre est ainsi rétabli. L'asymétrie fondée sur la technologie, n'est qu'apparente. Les guerres irrégulières démontrent, comme en Irak et en Afghanistan, voire au Liban sud, leur redoutable efficacité. Elles ne permettent pas de gagner militairement, mais acculent l'adversaire et jouent sur le « temps », facteur capital » (Gérard Chaliand au Monde, 18/19 février 07).

Cette vision optimiste des guérillas, datée du temps où Chaliand était leur compagnon de route, se trouble dès que l'on considère le point de vue d'ensemble. Selon le *Monde* du même jour, les pertes américaines en Irak s'élèvent alors à 3000 morts depuis 2003. « Côté irakien, officiellement de 100 000 à 150 000. La revue britannique *The Lancet* les estime pour sa part à 650 000. » L'Organisation mondiale de la santé a ramené ce chiffre dans une fourchette de 104 000 à 223 000 morts violentes entre mars 2003 et juin 2006 (cf. *Le Monde*, 11/01/08). Mais l'OMS est-elle plus fiable que le *Lancet* ?

Pour décider qui gagne et qui perd, il faut considérer les buts de guerre réels, et non pas officiels, des belligérants. Les Etats-Unis font-ils la guerre en Irak pour y créer une bourgeoise démocratie parlementaire ? Peut-être. Mais l'essentiel pour l'oligarchie, pour le complexe militaro-industriel, le lobby pétrolier, le groupe Halliburton, la société Blackwater, tient à l'industrie pétrolière irakienne, sans doute la seule chose à fonctionner dans le pays ; aux marchés de guerre financés par les contribuables américains et les investisseurs chinois ; à la rente politico-médiatique que cette guerre constitue depuis quatre ans sur le front domestique ; au champ d'essai pour les drones, les capteurs, les visées infrarouges, la biométrie, que Bagdad offre à l'industrie sécuritaire. 3000 morts à 650 000 pour ce qu'en sait le *Lancet*. Un ratio réminiscent de la conquête du Mexique, ou des expéditions coloniales du XIX^e siècle. Rarement « l'asymétrie » technologique n'a joué aussi meurtrièrement en faveur du plus avancé. Et encore n'a-t-on pas vu le « fantassin du futur », bardé de nanotechnologies par le M.I.T et le programme « Félin » (*Fantassin à équipements et liaisons intégrées*) de la Sagem (lunettes à intensification de lumière et thermiques infrarouges, viseurs, afficheurs, vision nocturne, moyens de communication, sources d'énergie individuelles, plateforme électronique portable, protection anti-agressions balistiques et risques NBC - nucléaire, biologique, chimique.)

L'exagération de l'épouvantail guérillero et terroriste vise non seulement l'intoxication des opinions et de l'épouvantail lui-même, le camouflage de l'obscène disproportion des forces en présence, mais au-delà, la suppression des libertés domestiques et l'extorsion de crédits militaro-sécuritaires. Ces 3000 morts, d'ailleurs, ne sont pour l'essentiel que des noirs, des hispaniques et des blancs pauvres, quantité doublement négligeable. Que les troupes américaines quittent l'Irak du jour au lendemain, comme elles l'ont envahi, l'oligarchie n'y perdrait rien d'autre que la face, et peut-être pas même, tant la conscience des gains amassés depuis quatre ans dans cette expédition de pillage et de destruction devient aussi claire à l'Américain qu'à l'Irakien moyen. C'est cette conscience, bien davantage que l'efficacité de la « guerre asymétrique », qui peut maintenant contraindre l'empire au retrait.

Le *Monde* cite en exemple trois autres « conflits asymétriques ».

1979-1989, guerre d'Afghanistan. Environ 13 500 morts russes et au moins 50 000 morts chez les Afghans.

Plaisante asymétrie où l'armée russe fut prise en tenaille entre des fantassins équipés du meilleur matériel de l'arsenal américain, en particulier des missiles *Stinger*, et les ingénieurs de la « Guerre des étoiles » qui la saignaient financièrement, et l'écrasaient technologiquement. Cette bataille afghane fut précisément la dernière de la « guerre froide » entre le « monde libre » et le « camp socialiste » enfin réunis dans la « mondialisation » et le « nouvel ordre mondial ». Quant aux *Stinger* ingénieusement livrés aux combattants islamistes de Ben Laden et Gulbudin Hekmatyar, il semble qu'ils n'aient pas tous épuisé leur vertu asymétrique.

1961-1973, guerre du Vietnam. Pertes : 58 000 soldats américains et un million de Vietnamiens. Soit un ratio de 1 contre 20. Sans doute, l'Empire eut-il préféré conserver cette province du Sud-Vietnam, comme il avait conservé le sud de la Corée, mais en dépit de la « théorie des dominos », aussi captieuse que celle des « guerres asymétriques », ses dirigeants, avec raison, n'ont pas considéré le Vietnam comme un enjeu stratégique. Pour mémoire, les pertes consenties lors de la guerre de Sécession entre le Nord industriel et le Sud rural, furent de 620 000 morts (364 000 au Nord, 258 000 au Sud).

Cette guerre du Vietnam, d'abord envisagée par l'Empire comme une exhibition de force et une expédition temporaire, se mua en vallée d'abondance pour le complexe militaro-industriel, et en terrain d'essai pour ses innovations. Pour 58 000 morts, un coût négligeable, l'Empire a effectivement transformé le Vietnam en champ de ruines, encore accablé trente ans plus tard des effets écologiques, économiques, sanitaires, etc, de la guerre. Le Vietnam, comme la Chine voisine, s'est rendu à l'économie de marché. Stratégiquement, l'Empire a vaincu et la « *théorie des dominos* » a fonctionné à rebours de l'idée reçue. Tactiquement, l'*Opération Phoenix* (1967), modelée sur le plan de la bataille d'Alger, avec son quadrillage, ses listes noires, ses *Unités de Reconnaissance Provinciales* encadrées par les Bêrets Verts et la CIA, sa priorité au renseignement, à la torture, à l'extermination (R&D, *research and destroy*), a bel et bien liquidé 20 à 60 000, des 80 à 100 000 membres du FNL sud-vietnamien. Notamment dans le delta du Mékong. Les chiffres diffèrent suivant les sources, mais non le résultat. Quant à l'armée du Nord-Vietnam, adossée à la Chine, sanctuarisée par la décision américaine de ne pas franchir le 17^e parallèle, elle a disposé grâce à l'URSS de la technologie nécessaire pour abattre les hélicoptères et les B-52 américains – au temps pour l'asymétrie –, et pour écraser sous ses chars, après le retrait du corps expéditionnaire, son adversaire sudiste. Ni en Corée, ni au Vietnam, ni nulle part, les stratèges de l'Empire n'ont choisi le *roll-back* (refoulement) plutôt que le *containment* (endiguement). Plutôt qu'une troisième guerre mondiale nucléaire, ils ont mené de 1945 à 1989 une guerre d'usure techno-économique, profitant de leur supériorité militaire pour multiplier aux moindres frais des contre-offensives limitées au coût exorbitant pour l'ennemi. Les plus fictifs et les plus reçus des contes et légendes du Vietnam sont ceux de la « guerre asymétrique », et de la « défaite américaine ».

1954-1962, guerre d'Algérie. Pertes : au moins 250 000 hommes côté algérien, 30 000 pour les forces françaises. Soit ce fameux ratio de 1 à 8 caractéristique, selon Chaliand, des guerres asymétriques, auquel s'ajoutent, selon les associations pieds-noirs, 9000 morts dans leur population. « *Côté algérien, dit Marie-Monique Robin, les estimations varient entre 400 000 et un million de victimes.* » L'autre asymétrie inhérente à ce type de conflit, c'est le flou des pertes estimées du côté des supposés vainqueurs.

On a vu comme la 10^e division parachutiste, lors de la bataille d'Alger, avait mis à jour les méthodes de la Gestapo berlinoise. De même qu'aux frontières tunisiennes et marocaines, les lignes Challe et Morice, minées et électrifiées, avaient remis à jour le mur d'Hadrien ; cependant que l'armée, comme depuis des siècles, renfermaient les paysans dans des « *postes-villages* » fortifiés, afin de les soustraire à l'action des insurgés ou des envahisseurs. Ces victoires ne furent pas sans lendemain. La France moderne et technologique (De Gaulle/Mendès), avait décidé contre la France désuète et corporative (Pétain/Poujade) de se concentrer sur les nouvelles sources de puissance et de richesse : industrie de pointe et haute technologie. L'Algérie ravagée, le FLN purgé de ses meilleurs éléments, c'est à « *l'Armée des frontières* », à ses officiers déserteurs de l'armée française, à ses policiers formés par le KGB qu'elle sous-traite le territoire et la population algérienne. Les clauses secrètes des accords d'Evian scellent le pacte de sang entre les deux Etats, les deux armées et leurs services secrets. La France conserve jusqu'en 1967 les bases nucléaires et spatiales de Reggane, In-Ekker, Colomb-Béchar, Hammaguir, et jusqu'en 1978 la base d'essai d'armes chimiques de B2-Namous. Elle a accès au pétrole algérien, à une main d'œuvre abondante, bon marché, et expulsable à merci ; à un marché insatiable en matière d'emprunts, d'armements, de biens de consommations et de denrées alimentaires, et munificent en commissions occultes qui profitent aussi bien aux généraux d'Alger qu'à leurs bailleurs français.

Comme souvent lorsqu'il s'agit du pouvoir et de ce qui s'y rapporte, la réalité est à l'inverse de ce qu'en imagine le public sur la foi des fictions officielles. Derrière les querelles de façade, surtout destinées à entretenir les rancœurs de leurs plèbes respectives, les plus cyniques admireront dans *Françalgérie, crimes et mensonges d'Etats* (L. Aggoun, J-B Rivoire. *La Découverte*. 2004), l'énormité des complots entre les deux sociétés secrètes qui règnent de Dunkerque à Tamanrasset.

Contre une population désespérée au point de régresser vers l'islam le plus oppresseur et mystificateur, et de voter pour les charlatans du FIS, les généraux vampires lancent le 11 janvier 1992 une guerre, jamais éteinte depuis, et dont le bilan, « *estimé* » une fois de plus, oscille entre 150 et 200 000 morts et 15 à 20 000 disparus. Ces généraux « *janviéristes* », Larbi Belkheir, Khaled Nezzar, Mohammed Lamari, Mohamed Médiène, Smaïl Lamari, Kamel Abderrahmane, présentent la particularité d'avoir été formés

par l'armée française et d'avoir fait leur carrière à l'ombre de Boumediène, le chef de « l'armée des frontières ». Naturellement, extraordinairement, ils répliquent les méthodes de la guerre contre-révolutionnaire dont les généraux français avaient démontré quarante ans plus tôt toute l'efficacité. Quadrillage du territoire, maillage de la population, priorité au renseignement – fichage, rafles et tortures, escadrons de la mort, déplacements, regroupements et confinements de populations, créations de milices, de faux maquis islamistes non moins égorgés que les vrais. Massu reconnaît les siens et dans une tribune au *Monde* (2 novembre 94), exhorte le gouvernement Balladur à leur fournir des hélicoptères : « *Les forces de l'ordre ont la responsabilité capitale du futur de leur pays. Avec l'aide de l'occident, leurs moyens doivent leur permettre de réussir.* » (cf. *Françalgérie, crimes et mensonges d'Etats*. Opus cité) Tout juste leur fait-il le reproche immérité, d'hésiter « *à utiliser des méthodes adaptées à la lutte contre le terrorisme.* » C'est-à-dire la torture.

La même année, en moins de cent jours l'armée rwandaise, instruite, encadrée, soutenue par l'armée française, organise l'abattage de 800 000 Tutsis. De 1990 à 1993, rappelle Patrick de Saint-Exupéry, 150 hommes de la 11^e division parachutiste, l'unité d'origine d'Aussaresses, le vivier du service Action de la DGSE, ont formé les officiers et sous-officiers rwandais à la guerre contre-révolutionnaire et à la Défense Opérationnelle du Territoire (DOT). (cf. *L'Inavouable*. 2004. *Les Arènes*)

Celui qui, mieux que Massu ou Bigeard, incarne cette banalité et cette continuité du terrorisme d'Etat, c'est Maurice Schmitt. Saint Cyrien comme son père, Schmitt saute à 25 ans sur Dien Bien Phu et reste quatre mois prisonnier du Vietminh. Il dirige durant l'été 1957, avec le capitaine Chabanne, le centre de torture de l'école Sarouy à Alger, et reçoit une citation honorant « *un chef de section de parachutistes particulièrement dynamique et courageux* », s'étant « *brillamment distingué au cours des opérations de maintien de l'ordre* » conduisant à « *l'arrestation d'éléments terroristes importants.* » Il poursuit sa carrière dans les néo-colonies (Sénégal, Djibouti, Fort de France), et devient chef d'état-major de l'armée française de 1987 à 1991. En 1988, entre les deux tours des élections présidentielles, il ordonne l'assaut de la grotte d'Ouvéa, où des indépendantistes canaques se sont retranchés avec des otages. Deux militaires meurent, et dix-neuf indépendantistes, dont cinq exécutés après leur reddition. C'est sous sa direction que l'armée française commence la formation au génocide de l'armée rwandaise. On voit Schmitt en conférence avec ses pairs algériens au ministère algérien de la Défense, dans les mois suivant leur coup d'Etat (cf. *Françalgérie, crimes et mensonges d'Etats*. Opus cité). En 2001, alors qu'Aussaresses publie ses souvenirs de torture, trois anciens du FLN, Malika Koriche, Ali Moulai et Rachid Ferrahi, accusent le général Schmitt d'avoir dirigé leurs supplices quarante-quatre ans plus tôt à l'école Sarouy.

Un *Livre blanc de l'armée en Algérie*, signé par « *521 officiers généraux ayant servi en Algérie* », dont Schmitt, riposte à ce qui est présenté comme une « *campagne contre l'armée* », orchestrée par *Le Monde* et *l'Humanité*, avec la complicité d'Aussaresses, « *mythomane avide de notoriété, atteint d'un exhibitionnisme sénile* » et « *connu pour son goût des boissons alcooliques* ». (cf. *Escadrons de la mort, l'école française*. Opus cité) Ce qui, admettons-le, en fait une exception parmi les soldats passés, présents et futurs de l'Armée française. Rachid Ferrahi persiste dans *Le Monde* du 19 mars 2005. « *Schmitt dirigeait les interrogatoires. Il jouissait quand l'un de nous était humilié. Il a ainsi fait danser, nu, un des chefs de la résistance. Cet homme s'était déjà complètement vidé de ses tripes. Alors qu'il avait tout déballé, Schmitt s'amusait à lui crier : « Danse ! Danse ! » Et l'autre, brisé, a dû obéir.* »

L'Algérie, c'est la France.

Tapie derrière toutes sortes de grilles et de tentures, la sécurité militaire algérienne, le *comitatus*, le « *cœur réel du pouvoir* » (cf. *Françalgérie, crimes et mensonges d'Etats*. Opus cité), quels que soient les noms et les masques dont elle se voile depuis un demi-siècle, a noué avec le régime français une alliance qui tourne parfois à l'osmose, en vue d'une commune entreprise de prédation. L'effet de ce demi-siècle de coopération éclate dans le paysage même.

« *Certes comme pays souverain, l'Algérie perdure en tant que contour géographique dans les atlas. Mais, dans sa réalité politique et sociale, elle s'est scindée en deux entités inconciliables, en état de guerre latente : une minorité qui possède tout, profondément ancrée à la France et dont la capitale*

symbolique est bien plus Paris qu'Alger ; et l'écrasante majorité, réduite par la première à l'état de soumission absolue.

Ces deux populations antagonistes sont déployées sur deux espaces distincts. Un territoire utile pour la première, constitué du Sahara et de ses richesses en hydrocarbures, piloté principalement depuis un réduit à l'Ouest d'Alger, autour d'une petite localité emblématique, le Club des pins, qui agglomère tout ce que la région compte comme terrain viable, soit peu ou prou, ce que Bugeaud préconisait du temps de la conquête comme espace de la "colonisation restreinte" ».

Au sud, des investissements colossaux se concentrent dans le seul secteur des hydrocarbures. Les multinationales grouillent en pays conquis : TotalFinaElf, JGC, Halliburton, Anadarko, Exxon Mobil, Burlington Ressources, BP Amoco, Kellog-Brown and Root, British Petroleum, ENI, Cepsa et Endesa.

Dans ce Sahara « *qui n'a plus d'algérien que le nom* », « *le Pentagone envisageait fin 2003 de construire une base militaire et la NSA un centre d'écoute* ». « *Hormis un personnel trié sur le volet pour le compte des compagnies étrangères, les « autochtones » sont quasiment interdits de séjour depuis le début des années 1990. Sur les plages de l'Ouest algérois, les Algériens sont également persona non grata, pour permettre à la nomenclatura de prendre ses aises. À Staouéli, Zéralda, Tipaza, Cherchell, Ténès, Chlef, les massacres n'ont jamais cessé...* »

Retranchés dans cette enclave dorée, une centaine de milliers de charognards roulent en décapotables et se reçoivent dans leurs villas du bord de mer. Généraux, compradores, mafieux, trafiquants, parasites, chaouchs, éléments décoratifs et distrayants, « *auxquels tout est permis, au-dessus des lois, disposant de tout le pouvoir économique, politique, militaire et médiatique, protégés par le tout-puissant DRS (NDR, un des alias de la sécurité militaire), et entretenant dans le pays réel des réseaux de plusieurs centaines de milliers d'obligés.* » Miliciens et profiteurs.

Hors de cet espace utile, « *une bande de terre d'une centaine de kilomètres de large tout au long du littoral, où jouent des coudes plus de trente millions d'individus déçus de leurs plus élémentaires droits.* » Immense terrain vague jonché de bidonvilles, hanté par une population clochardisée en proie à la terreur militaire et islamiste, au chômage, au banditisme, à la mendicité, à l'ignorance, à la faim, à la résurgence d'épidémies moyenâgeuses : peste, gale, choléra. C'est-à-dire qu'en Algérie, comme dans nombre d'autres zones de l'économie mondialisée, les spoliations et expulsions de populations par l'appareil local du pouvoir global, multiplient de toutes pièces les effectifs du vagabondage et des classes dangereuses ; qu'il s'agit ensuite de contrôler, sur place, ou dans ce que l'on nommait jadis l'Europe, et aujourd'hui l'Espace Shengen.

« *Treize ans après avoir été instauré, l'Etat d'urgence – avec tous les excès qu'il autorise- est ainsi toujours en vigueur. Et le quadrillage policier continue à se renforcer : après le projet de construction de quarante-deux prisons et quinze écoles de police, en juillet 2005, le chef de la police, Ali Tounsi, annonce que, en plus des 120 000 éléments formant actuellement le corps, il "prévoit le recrutement de 45 000 autres", son intention étant de placer la police "dans le cœur du citoyen".* »

Et si cela ne suffit pas ?

Il faudra, selon le président Bouteflika, procéder à « *la recolonisation de l'Algérie* ». (*Le Matin*, 9 octobre 01)

Mais quand donc fut-elle décolonisée ? Non seulement « *les gens du pouvoir sont les nouveaux colons de l'Algérie* », selon le mot d'un fils de *chahid* (*Le Monde*, 30 janvier 07), mais ils la saignent en indivision avec leurs commanditaires français et planétaires. Où l'on voit que les guerres asymétriques, quelles que soient les pertes consenties, ne renversent pas fatalement la domination des forts sur les faibles.

Le Monde (18/19 février 07) omet de citer dans ses exemples celui de l'Indochine, pourtant tenu par les doctes comme le type même du conflit asymétrique, et celui où, pour la première fois, face à la « guerre révolutionnaire » du Vietminh se dressa sa contrefaçon militaire. Dommage. À l'examen se découvre une guerre plus symétrique que prétendu. Pendant neuf ans, sur un territoire de 750 000 km² (Vietnam, Laos, Cambodge) les troupes du Vietminh, 100 000 hommes en 1946, dont la moitié de réguliers, équipés et entraînés par les Chinois et les Américains pour combattre le Japon, guerroyèrent contre le corps expéditionnaire d'une armée exsangue : 115 000 hommes en septembre 1947, opérant à 13 500 kilomètres et 20 jours de mer de la France. Durant ces neuf années, les deux armées quadruplèrent leurs effectifs : 400 000 hommes pour le Vietminh, 450 000 pour l'Union française, dont 68 000 Européens.

(cf. *La guerre d'Indochine*. J. Dalloz. 1987. *Le Seuil*) La supériorité technologique de l'armée française tenait aux chars, inutilisables en dehors des routes, à l'aviation, essentielle mais déficiente, et à l'artillerie. Mais dès la victoire de Mao en 1949, le Vietminh dispose de l'immense arrière chinois pour s'entraîner et s'équiper, sans compter le renfort des sapeurs et conseillers chinois, tandis qu'à partir de 1950, les USA équipent et financent l'armée française, bientôt à hauteur de 80 %. On verra quatre ans plus tard, à Dien Bien Phu, que non seulement le Vietminh disposait de meilleurs généraux et d'une meilleure logistique, mais aussi d'une meilleure artillerie et d'une DCA qui annulaient l'asymétrie aérienne.

Fourchette des pertes estimées du côté Vietminh : 4 à 500 000 morts. Du côté français : 100 000 morts dont 30 000 Européens, y compris 11 000 légionnaires. Soit un ratio de 1 à 4 ou 5. Cette disparité reflète certes la précaire supériorité matérielle des forces françaises, mais aussi le coût meurtrier de l'offensive, et surtout des vagues d'assaut. Quant à l'autre champ de bataille, la population, on ne sait à combien chiffrer le nombre de ses morts entre 800 000 et 2 millions. On voit qu'il ne s'agit ni de *dommages collatéraux*, ni des traditionnels *désastres de la guerre*, mais de tactique de terreur, et de l'extermination par les deux belligérants de tout « *ce qui n'est pas avec nous* ».

En somme, on se trompe de guerre. La supériorité technologique d'une puissance européenne lui permet la conquête de l'Indochine en 1858, avec quelques canonnières et milliers d'hommes, mais non sa reconquête en 1946. L'armée française a finalement été battue *à la régulière*, lors de batailles frontales plus réminiscentes de Verdun que de la Vendée. Le sort de son corps expéditionnaire rappelle celui de son prédécesseur au Mexique, un siècle plus tôt, face à une armée républicaine plus nombreuse, aussi bien armée, et mieux commandée.

IV

L'intérêt de ces excursions historiques, sentiers rebattus des nostalgiques de l'empire, anciens combattants et coloniaux, stratèges de bistrot ou d'état-major, est de nous ramener à des vérités communes, à peu près niées, tues et refoulées depuis un siècle par les opposants comme par les partisans du pouvoir, quoique pour des motifs adverses.

Contrairement aux proclamations de Serge en 1921, il n'est guère de flot révolutionnaire qu'une police criminelle, scientifique et machiavélique, ne puisse endiguer. C'est même la routine du *comitatus*, des organes de terreur du pouvoir, à quelques échecs près, dus à la guerre extérieure, aux dissensions internes, aux ingérences étrangères, à toutes ces raisons combinées, avec, *in fine*, l'action d'un organe de terreur révolutionnaire, plus criminel, scientifique et machiavélique encore. Chacun sait bien que ce n'est pas le mouvement révolutionnaire, et encore moins le groupuscule bolchevique, qui a renversé le tsar, mais l'armée allemande. Quatre exceptions éclatent à l'esprit : la Chine (1949), Cuba (1959), le Nicaragua et l'Iran (1979), sous la présidence de l'honnête Monsieur Carter. La *Savak* surtout, la sanguinaire *Organisation pour le renseignement et la sécurité intérieure*, formée par la CIA et Le Mossad, répond trait pour trait au tableau de cette police toute-puissante, avec ses milliers d'agents, ses myriades de mouchards, ses tueurs, ses centres de torture, et pourtant incapable d'endiguer, de quarante jours en quarante jours, le flot montant de la révolution. Les explications sont connues : la maladie du shah, son lâchage par les Américains qui l'avaient pourtant refait roi (*Opération Ajax*, 1953), l'absence de gaz et de balles en caoutchouc pour contenir les premières émeutes, les divisions au sein de l'armée, le recul devant le bain de sang et la guerre civile, la tradition chiïte du martyr, mais surtout, une haine du régime aussi phénoménale que générale, et qui n'attendait qu'un relâchement pour se déchaîner.

« *Crosses en l'air !* » Le passage des troupes au peuple et à l'insurrection était une figure obligée des révolutions d'antan, et qui signait leur victoire. Aussi les révolutionnaires se faisaient-ils un devoir de « *travailler la troupe* », afin de la rallier, toute ou partie. Faute de quoi, ces révolutions échouaient. C'est dire que non seulement l'armée était l'arbitre du conflit entre la rue et le palais, mais que dès son ralliement à la révolution, elle en devenait la force dominante et limitative. La garante de l'ordre rétabli, et de sa propre perpétuation en tant que sabre du pouvoir. C'est à l'âge ancien des révolutions que nous

ramènent l'Iran, Cuba, ou le Nicaragua, quand l'insurrection, à force d'héroïsme pouvait emporter la troupe, voire la vaincre. On ne trouve plus sinon de révolution victorieuse, depuis 1917, sans l'accord ou l'instigation de l'Etat dans l'Etat, l'appareil militaro-policier, et surtout pas dans l'ex-URSS et ses Etats vassaux. Et contrairement aux vaticinations des experts en « guerre asymétrique », il n'est pas, en dehors de l'exemple unique et canonique de la Chine, de « guerre révolutionnaire prolongée » qui ait triomphé. Défaites aux Philippines, en Malaisie, au Kenya, au Cameroun, en Amérique du Sud, fausses guerres asymétriques (Indochine, Afghanistan), fausses victoires (Vietnam, Algérie). Mao en avait donné les raisons dès 1928 (cf. *Pourquoi le pouvoir rouge peut-il exister en Chine ?* in *Ecrits militaires*. Éditions de Pékin). Nul sacrifice humain, si démesuré soit-il, ne suffit à vaincre la supériorité technologique. Il y faut d'autres conditions : guerre d'indépendance (contre le Japon ou le Portugal), soutien de puissances extérieures et d'un arrière territorial (l'URSS ou les pays de la « ligne de front », en Afrique australe), déliquescence du pouvoir, etc. Toutes conditions qui coïncident rarement. À rebours, la combinaison de la supériorité technologique et de la « guerre contre-révolutionnaire » tend à l'invincibilité du pouvoir.

On sait que c'est aux colonies, au XIX^e siècle, que les armées européennes s'accoutument à l'extermination de population, tout comme le bombardement de Guernica inaugure l'application, alors fort décriée, de la « stratégie anti-cité ». L'élaboration de la « guerre contre-révolutionnaire » et de la « défense de surface » par l'armée française sur des territoires relevant ni plus ni moins de la souveraineté nationale que Belfort ou l'Ile-de-France, développe et généralise une *stratégie anti-population*. Celle-ci, après un demi-siècle d'expériences et d'améliorations s'est imposée à toutes les armées comme méthode d'élimination de l'ennemi intérieur et de mobilisation des majorités silencieuses. En témoigne la projection de « *La Bataille d'Alger* », le film de Pontecorvo et de Yacef Saâdi, dans les écoles de guerre contre-révolutionnaire, et au Pentagone, en 2003, pour s'en inspirer, non sans succès, à Bagdad. « *En Irak*, nous dit le *Monde* (18/19 novembre 07), *Al-Qaida ne contrôle plus aucun quartier de Bagdad*. » Les Américains ont recruté 67 000 miliciens sunnites, quadrillé la ville de « *hauts murs antibombes* » et de postes militaires. En décembre 2007, le commandant en chef des forces américaines en Irak annonce une chute de 60 % des actes de violence depuis juin, et d'une moitié de ses pertes, depuis septembre. Au point qu'Oussama Ben Laden fulmine contre les membres d'Al-Sahoua (Le Réveil), une coalition de tribus sunnites en guerre contre Al-Qaida : « *Ils connaîtront les souffrances dans leur vie et dans l'au-delà* » (*Le Monde*, 1^{er} janvier 08).

Peu importe qu'en France, De Gaulle ait banni la guerre contre-révolutionnaire de l'enseignement militaire. Elle s'est banalisée dans l'esprit, la pratique, les structures. Elle va sans dire, voilà tout, et quelques fois même en le disant.

« *En 1997, trois ans à peine, après le génocide, Grégoire de Saint Quentin, ancien conseiller parachutiste des Forces Armées Rwandaises pouvait signer dans la très officielle Revue de la Défense Nationale un article intitulé « Vers un retour de la guerre révolutionnaire ? » Depuis le colonel de Saint Quentin a pris du galon et commandé le 1^{er} RPIMA (NDR Régiment parachutiste d'infanterie de marine), la première unité du COS (NDR, Commandement des opérations spéciales). Il n'est pas seul à envisager ce « retour »* (cf. *Une Guerre noire*. G. Peries, D. Servenay. 2007. *La Découverte*).

Quel retour ? L'article 16 de la constitution, jamais abrogé, légalise à tout moment, pour les soucieux de légalité, le recours à la dictature du chef de l'Etat, des armées, et de l'exécutif.

La défense opérationnelle du territoire (DOT) planifie depuis 1962 l'élimination de l'ennemi intérieur. Sous l'autorité de l'état-major, elle divise la France en sept zones dirigées par des préfets de zones, préfets départementaux, sous-chefs d'Etat locaux, flanqués d'officiers généraux et de délégués militaires afin d'assurer de bas en haut l'emprise et la cohésion de cette double hiérarchie sur la population, et en somme, sa discipline.

L'instauration du plan *Vigipirate* sous Giscard, en 1978, par une instruction ministérielle classée « *confidentiel défense* », accentue ce dispositif de quadrillage et de surveillance. Nous vivons depuis le 2 janvier 1991, veille de la première guerre du Golfe, sous le régime de ses « *niveaux d'alerte* », de ses « *réactualisations* », de ses exercices, de ses patrouilles en arme, de ses campagnes de peur et d'embrigadement (cf. *L'invention du sécuritaire*, Pièces et Main d'Œuvre, 20/04/07).

La gendarmerie, unité militaire de 100 000 hommes, chargée du renseignement et du quadrillage du territoire forme l'assise de la DOT, renforcée des 134 000 soldats de l'armée de terre.

La « *réserve citoyenne* », 13 000 hommes, regroupe des notables, des cadres d'entreprise et d'association, d'anciens militaires. Réseau de veille sociale, d'influence et de propagande militaire, elle contribue à ce qu'on appelait jadis « *l'action psychologique* ».

La « *réserve opérationnelle* » compte 16 000 membres dans l'armée de terre, et 22 500 dans la gendarmerie, avec l'objectif de doubler ces effectifs d'ici 2012. Selon le ministère de la Défense, un militaire sur cinq est réserviste. Les réservistes soulagent l'active des tâches d'administration et de logistique, renforcent le service d'ordre, participent aux plans de recherche, à *Vigipirate*, et depuis peu aux opérations extérieures. À quoi s'ajoutent 26 000 anciens militaires d'active, disponibles en cas de crise, pendant une période de 5 ans.

C'est beaucoup d'uniformes, en un temps où la haute technologie a supplanté les gros bataillons, où des techniciens hautement qualifiés ont remplacé les masses de conscrits, rendant plus improbable que jamais le ralliement « *de la troupe* » au « *peuple* ». Mais apparemment c'est le nombre minimal pour maintenir l'ordre dans une population de 62 millions d'habitants, et participer aux campagnes impériales, en attendant que des logiciels et des robots aient remplacé jusqu'à cette main d'œuvre auxiliaire.

Bien sûr, il faut pour s'engager et être admis dans le personnel militaire, d'active ou de réserve, partager ce goût de la force armée, de la discipline collective, de l'ordre hiérarchique, bref, ces *valeurs militaires* propres aux partisans de la domination. Non seulement le pouvoir organise, arme, et solde ses fidèles sur l'impôt des tributaires, mais l'institution de la réserve, également soldée, lui permet d'accroître ses capacités et son emprise. Sous des mobiles civiques - « *servir* », « *se sentir utile* » - ou personnels - « *l'expérience* », « *la formation salariée* », « *les avantages* » - c'est le parti de l'ordre, le parti des Versaillais, des *normaux* et des honnêtes gens qui se dispose à toutes fins utiles. Le service d'ordre s'applique aussi bien aux spectateurs du Tour de France qu'aux manifestants contre le sommet du G8, à Evian. Le plan d'urgence concerne aussi bien un enfant disparu qu'un individu en fuite. L'exercice d'alerte simule aussi bien les réactions à un tremblement de terre qu'à une fuite radioactive, ou à un « *attentat terroriste au palais des sports de Grenoble* » (*Le Daubé*, 22 septembre 07). *Culture du risque* oblige.

Constamment excitée à la « *lutte contre l'insécurité* » et à la « *vigilance antiterroriste* », la réserve est – en dehors des sociétés de chasse et des milices de voisinage qu'elle pourrait fort bien absorber dans son creuset - l'embryon le plus proche de ces unités territoriales, encadrées par des forces spéciales, et préposées par la stratégie de guerre contre-révolutionnaire à l'éradication de l'ennemi intérieur.

Quoi !... Des éradicateurs, cette étudiante en commerce, cet ingénieur BTP, ce vendeur en électroménager, ce professeur de chimie, qui patrouillent en uniforme dans les gares, et offrent leur temps et leurs compétences à la défense nationale ?... Vous sombrez décidément dans la paranoïa la plus échevelée. – Au fait. Les Français ne sont ni des Rwandais, ni des Serbo-croates, ces demi-brutes. Ce n'est pas ici qu'on verrait des factions s'entretuer. Les mentions « *Juif* » ou « *musulman* » sur les cartes d'identité. Des rafles policières, des ratissages guerriers. Et donc, il n'y a pas lieu de s'inquiéter de la militarisation rampante de ce pays, de décennie en décennie, ni de l'intégration des citoyens les mieux pensants dans une chaîne de commandement en lien direct avec l'état-major.

Jean-Claude Mallet. Conseiller d'Etat, président de la commission du Livre blanc sur la Défense et la sécurité nationale. « *Ce à quoi nous nous intéressons, ce sont les grands risques, qui visent le fonctionnement des pouvoirs publics et de la société française, la protection des citoyens en tant que nation. Voilà ce que recouvre la terminologie de « sécurité nationale », qui recoupe la notion anglaise de national security. (...) Il n'est pas inutile, après la professionnalisation (NDR, de l'armée), de se poser la question de la relation entre la défense, la politique de sécurité nationale et la société. Il faut trouver les moyens de conforter et d'assurer l'adhésion du pays à cette politique de défense. Cela rejoint les questions de communication : quelle est la stratégie de communication des pouvoirs publics en cas de crise majeure ? Chacun a pu remarquer à quel point les Britanniques ont réagi de manière extraordinairement positive et forte au moment des attentats de Londres : cette capacité à « encaisser » de manière collective est un exemple à suivre* » (*Le Monde*, 28/29 octobre 07).

En vérité, si le terrorisme et l'insécurité, si l'ennemi n'existait pas, il faudrait l'inventer. Et s'il existe, il est bon que d'opportuns *dysfonctionnements* lui permettent ces attaques démoniaques qui rappellent à la société et au pays la nécessité de conforter et d'adhérer à la politique de sécurité et de défense nationale.

Plus personne ne doute que le FSB, ex-KGB, n'ait commis ou commandité les attentats massacres attribués aux combattants tchéchènes qui, en 1996 et en 1999, assurèrent les élections victorieuses de Boris Eltsine et de Vladimir Poutine. Que vaincue dans la guerre froide par sa rivale américaine, l'oligarchie russe ne soit revenue d'une propriété en indivision étatique de l'économie à une appropriation privée, plus performante. Le directeur du FSB place son fils, également officier du FSB, à Rosneft, la firme géante du pétrole russe, auprès du directeur, lui-même ancien officier du KGB (*Libération*, 20 février 07). Medvedev, le nouveau Premier ministre a travaillé trois ans pour Ilim Pulp, autre géant dans l'industrie du bois. Le général-colonel Ivanov, chef-adjoint de l'administration présidentielle, contrôle en même temps Almaz-Antei, l'entreprise qui fabrique missiles S 300 et systèmes de défense aérienne (*Le Monde*, 19 décembre 07). Artyakov, issu du service de renseignement militaire (GRU), dirige successivement le groupe automobile Avtovaz et la région de Samara. (*Le Monde*, 20 novembre 07) À toi le gaz, à moi le pétrole, à vous l'aluminium ou le bois, à eux les banques et la communication. Ces choses-là se disent jusque dans les journaux russes où les sages des organes adjurent les clans de cesser toute guerre interne, de peur d'y perdre leur pouvoir et leurs richesses. Cependant la Douma autorise les grandes entreprises, Gasprom, Transneft, à lever leurs propres armées dotées de pouvoirs élargis et d'équipement spéciaux, au moment même où elle adopte une loi contre « l'extrémisme » politique, c'est-à-dire les gens qui se présentent aux élections contre le candidat du pouvoir. La « diffamation envers un représentant de l'Etat » est une manifestation d'extrémisme, et les « appels à l'extrémisme » sont passibles de cinq à six ans de prison. La notion de crimes et délits commis pour « motifs de haine politique et idéologique » entre au code pénal. Les participants à des troubles massifs (?) pourront être condamnés à douze ans de détention. Les forces de sécurité sont autorisées à épier les conversations téléphoniques des personnes suspectes d'infractions, quelle qu'en soit la gravité. « Par ailleurs, les médias n'auront plus le droit de diffuser d'informations sur les organisations reconnues comme « extrémistes » par le tribunal, pas même pour spécifier qu'elles ont été interdites ou dissoutes » (*Le Monde*, 6 juillet 07, 8/9 juillet 07).

Ceux-là même qui depuis 2001 se gaussaient ou s'indignaient de toute « théorie du complot » concernant l'attentat des Twin Towers, font maintenant la part du doute croissant du public.

« Dès janvier 2001, nous informe *Le Monde* (17 avril 07), les services étaient informés des projets de détournement d'avions d'Al Qaida. Des dizaines de documents de la DGSE (NDR, Direction Générale des Services extérieurs) en attestent : les réseaux d'Oussama Ben Laden étaient infiltrés depuis plusieurs années. »

L'article d'un certain Guillaume Dasquié, apparemment dans les petits papiers des « services », s'appuie sur « 328 pages classifiées. Rien de moins que l'essentiel des rapports de la DGSE rédigés entre juillet 2000 et 2001. » Ce Dasquié est bien heureux, non seulement d'accéder aux dossiers « confidentiels défense » de la DGSE – un organisme peu suspect de confier ses secrets à n'importe qui - mais encore de les divulguer dans l'organe officieux de la République. La publication de fac-similés, notes, cartes, diagrammes, vise à certifier qu'à travers lui, c'est bien la DGSE qui parle. Et pour un service secret, parler c'est agir, quels que soient les effets escomptés, multiples, et plus ou moins scrutables, de ces actes performatifs. La DGSE confirme l'infiltration d'Al Qaida, « jusque dans les structures des commandements de camp », ce qui est bien le minimum pour un réseau co-fondé par la CIA afin de guerroyer contre les Russes en Afghanistan, et truffé d'agents doubles. Elle détaille ses propres moyens d'espionnage – la filière du MIO (Mouvement Islamique d'Ouzbékistan), les djihadistes de banlieue retournés (ce qui devrait provoquer de fructueuses tueries entre islamistes), les renseignements fournis par Massoud, commandant de l'Alliance du Nord, les écoutes de communication - sans doute pour dissimuler ses vraies sources (algériennes ?). Elle insiste sur la transmission de ses informations aux agents de la CIA, à Paris (Bill Murray), et à Langley (Gary Berntsen, Michael Scherrer). Bref, on ne peut mieux dire que la CIA a ignoré, sinon étouffé ces avertissements, et alimenter la « théorie du complot ». Plus personne ne doute de la négligence, délibérée ou non, des services secrets américains lors de l'attaque contre le World Trade Center, qui profita si fabuleusement à l'oligarchie, à tous points de vue : politique, économique, militaire, etc. Sans doute peuvent-ils plaider que des signaux d'apparence mineure se perdent dans le flot d'informations traitées, mais une alerte répétée aux détournements d'avion, en provenance d'un service aussi respectable que la DGSE, est-elle un signal mineur ?

C'est l'habituel alibi du « *dysfonctionnement* », déjà employé pour Pearl Harbor, et dont on sait qu'il s'agit du fonctionnement réel et non du fonctionnement officiel, quand on n'en appelle pas à la théorie du chaos : une panne de transmission et – petites causes, grands effets - les bateaux coulent, les tours s'écroulent. À moins qu'on n'évoque « *les rivalités entre services* », CIA, NSA, FBI. Selon un rapport interne de la CIA, partiellement censuré, celle-ci « *savait, début 2000, que deux suspects, Nawaf Al-Hamzi et Khaled Al-Mihdhar, qui feront partie des commandos du 11 septembre, avaient l'intention de se rendre aux Etats-Unis. Bien que 50 à 60 agents de la CIA aient été au courant, le FBI n'a pas été informé* » (*Le Monde*, 23 août 07).

Alliot-Marie, alors ministre de la Défense, ne peut faire moins que de porter plainte pour « *détention et divulgation au public de renseignement ou fichier ayant le caractère d'un secret de la défense nationale* ». Ce qui accrédite *ipso facto* le scoop de Dasquié ; de même que sa mise en garde-à-vue, sept mois plus tard, par la DST, ramène l'attention sur les malheureux *dysfonctionnements* de la CIA lors de l'*hyper attentat* du 11 septembre, alors qu'entre-temps, Alliot-Marie est devenue ministre de l'Intérieur. Du compte-rendu que Dasquié fait de ses 48 heures de garde-à-vue, sur une pleine page du *Monde* (27 décembre 07), il ressort que la DST et le procureur le menacent d'emprisonnement s'il ne livre pas sa source. « *J'ai donné un nom, je n'oublierai rien, je raconterai tout.* » Bon, voilà un livre tout fait et assuré d'une belle publicité. En attendant de voir quelles affaires réelles résulteront de sa mise en examen, on peut se demander si, vraiment, les *services* français n'ont pas quelque compte à régler avec leurs collègues américains.

Le même Dasquié dans un article de *Libération* (11 septembre 07) nous rend compte d'un « *rapport classifié du FBI* », « *jamais rendu public* » - ce garçon a décidément des connexions - où l'on découvre, paraît-il, à peu près tout ce que nous cache la CIA sur les auteurs des attentats du 11 septembre, et leurs réseaux de soutien : « *des listes, des pistes mais pas de suite* ». Sans doute puisque l'empire a jugé plus profitable de déclencher une perpétuelle « *guerre au terrorisme* », que de poursuivre en justice les auteurs et complices de l'attentat particulier.

Dasquié : « *J'ai le sentiment que mon article démontrant que l'on connaissait le danger d'attaque terroriste aux Etats-Unis dès janvier 2001 a gêné les décideurs américains, on a pensé qu'il s'agissait non d'une véritable enquête journalistique mais d'une fuite organisée par un cabinet ministériel, comme c'est souvent le cas* » (*Le Journal du Dimanche*, 9 décembre 07).

En dehors de notre *journaliste d'investigation*, à qui peut servir et desservir la fuite et la publication des « *notes classifiées de cette compilation circulant librement dans Paris depuis fin 2001* » (*Le Monde*, 27 décembre 07) ? À conforter l'idée d'une *politique arabe et indépendante* de la France face aux Etats-Unis et à Israël ? Du gaullo-chiraquisme ? À torpiller le clan Bush junior et à soutenir des factions *multilatéralistes*, à Washington ? À promouvoir la politique *dialoguiste* de la DGSE, face à la ligne *éradicatrice* de la DST ? On verra bien. Dasquié *racontera tout*.

Plus personne ne doute que le DRS algérien (Département du Renseignement et de la Sécurité, ex-Sécurité Militaire), n'ait infiltré, voire co-fondé les GIA (Groupes Islamiques Armés) de 1993 à 1999 ; qu'il n'ait fomenté des égorgements de masse dans les circonscriptions d'élection des islamistes du FIS (Front Islamique du Salut) afin de punir, mater, et retourner leurs électeurs ; et donc que les attentats perpétrés par les GIA contre des Français, soit en Algérie, soit en France, n'aient été en fait des machinations de ce même DRS, afin de s'assurer le soutien, les armes, l'argent, des décideurs et des services français. Égorgements d'Emmanuel Didier et François Berthelet le 21 septembre 1993, près de Sidi Bel Abbès. Enlèvement de trois agents consulaires le 24 octobre 1993, à Alger. Détournement d'un airbus d'Air France le 24 décembre 1994, à Alger, et exécution de trois passagers. Attentats dans le RER, à Paris le 25 juillet 1995 (7 morts), place de l'Etoile le 17 août, dans la région lyonnaise les 26 août, 3, 4, et 7 septembre ; et de nouveau dans le RER le 17 octobre. Enlèvement et assassinat de sept moines, à Tibhirine au printemps 1996. Assassinat de Pierre Claverie, évêque d'Oran, le 1^{er} août 1996.

Moins notoire, le fait que le gouvernement et les services français aient toujours su – et tu - que les GIA étaient des marionnettes aux mains du DRS ; et que la DST ait participé à l'une au moins, de ces manipulations : l'enlèvement des agents consulaires, à Alger (cf. *Françalgérie, crimes et mensonges d'Etats*. Opus cité).

Ces exactions tombaient à point pour rappeler aux citoyens la nécessité de *conforter* et d'*adhérer* à la *politique de sécurité et de défense nationale*. Carlos était si périmé que le DRS et le Soudan en faisaient cadeau à la DST (cf. *DST, police secrète*. R. Faligot, P. Krop). Le FNLC n'effrayait guère en dehors de la Corse. Quant aux enfants perdus d'Action Directe, ils croupissaient déjà au trou. Se souvient-on comme les RG et la DST de Pasqua sautèrent sur l'occasion pour rafler 88 sympathisants du FIS, en France (9 novembre 1993), et faire ainsi place nette aux louches envoyés des GIA ? Se souvient-on de Khaled Kelkal, jeune homme en torche, et suicidaire comme on ne peut l'être qu'en sa jeunesse fuyante, mort à 24 ans d'avoir croisé ces envoyés ; par eux d'abord utilisé comme tueur en transe ; puis traqué, blessé, achevé devant les caméras par les exécuteurs du GIGN, sans autre raison plausible que de lui clore la bouche.

En vérité, s'il n'y avait eu de Khaled Kelkal, il eut fallu le fabriquer, tant il combinait pour l'honnête habitant des zones pavillonnaires, potentielle recrue de la Défense opérationnelle du territoire, les traits de l'ennemi idéal. Ennemi intérieur, implanté sur notre sol à des centaines de milliers d'exemplaires, mi-voyou mi-instruit, mi-Français mi-Arabe – pire - Algérien, aigri, déclassé, et finalement terroriste islamiste. Malraux en eut fait *La condition humaine*. DRS algérien et DST française en font un mythe : l'épouvantail fantomatique et récurrent de « *l'insécurité* » ; le fauve incarné, échappé de cette *jungle*, dont le ministre Peyrefitte nous alertait en juin 1980 (cf. *L'invention du sécuritaire*, Pièces et Main d'Œuvre, 20/04/07), et que le pouvoir depuis 1962 a patiemment cultivé dans ses zones de relégation.

Voici quarante-cinq ans, depuis la fin de la guerre d'Algérie, que le condisciple d'Aussaresses aux Jeunesses étudiantes chrétiennes, son camarade d'Alger, para tortionnaire d'El Biar et de la Villa des Roses, Le Pen, ses semblables, son engeance, désignent les Algériens, les Arabes, les Africains, leurs enfants, Français de naissance et d'éducation, à l'*éradication* nationale. Dès 1973, Ordre Nouveau et *Minute* lancent une campagne ininterrompue à ce jour contre « *l'immigration sauvage* ». À Marseille, le meurtre d'un tramot par un dément permet à l'éditorialiste du *Méridional* de se déchaîner : « *Nous en avons assez ! Assez des voleurs algériens, assez des casseurs algériens, assez des fanfarons algériens, assez des trublions algériens, assez des syphilitiques algériens, assez des violeurs algériens, assez des proxénètes algériens, assez des fous algériens, assez des tueurs algériens. Nous en avons assez de cette immigration sauvage qui amène dans notre pays toute une racaille venue d'outre-Méditerranée* » (26 août 1973).

Racaille.

L'obligeant Giscard acquiesce suavement : suspension de l'immigration (1974), incitation au départ volontaire (le « million Stoléro », 1977), mécanisme de retour forcé, objectif 500 000 expulsions par an (1978), loi Bonnet pour la prévention de l'immigration clandestine (1980).

Éradication ethnique : la valise ou le cercueil. Les paysages des Balkans, paraît-il, avec leurs villages pavillonnaires, leurs battues de chasseurs en kaki, leurs champs et leurs bois, ressemblent à ceux du Dauphiné où papistes et parpaillots s'étrépaient jadis.

On sait que la fonction du bouc émissaire est de restaurer l'unité violente de la communauté, lors de ses crises d'indifférenciation mimétique (René Girard). Parmi les signes d'élection victimaire : l'appartenance à la communauté afin d'en drainer la souillure, mais aussi que cette appartenance soit marginale afin que la victime reste sacrificable.

Quelle victime serait la plus sacrificable, si la lutte ininterrompue, tantôt ouverte, tantôt dissimulée, qui déchire cette société comme toutes les autres, se résolvait en guerre civile ? Quel ennemi serait le plus apte à restaurer contre lui la quasi-unanimité nationale ? La population de Neuilly, du XVI^e arrondissement, des beaux quartiers, des villégiatures de luxe, la classe dominante dans ses déclinaisons : personnel politique, chefs d'entreprise, chefs civils et militaires ? Ou la classe dangereuse, archi-dominée des cités d'outre-périphériques, là où se fondent *tiers* et *quart-monde* : chômeurs, *rmistes*, intérimaires, précaires, ouvriers, sous-ouvriers et caissières, délinquants enragés par 45 ans de pousse-au-crime ?

Quel conflit l'emporterait ? Le conflit national sécuritaire des *De souche* contre les *D'origine* ? Ou le conflit social libertaire de ceux d'en bas contre ceux d'en haut ? Qui sont les plus étrangers et les plus

nocifs à la communauté ? Ses maîtres ou ses misérables ? Et de quel bord combattraient les petits soldats, blonds, blancs, roses, de l'énorme classe moyenne, civiquement enrôlés dans la Défense opérationnelle du territoire et encadrés par des militaires d'active ?

Par la grâce de *l'hyper-attentat* contre *l'hyper-puissance*, le régime franco-algérien devient un précurseur, un partenaire et un bénéficiaire de la *guerre mondiale au terrorisme*. Ce que celle-ci a rapporté aux généraux vampires d'Alger, en armes, contrats, crédits, faveurs, les curieux peuvent le découvrir sur le site www.algeria-watch.org/fr, qui en tient le compte encyclopédique.

En bref, que ce soit aux Etats-Unis, en Europe ou ailleurs, le terrorisme est une trop bonne affaire, politique et financière, pour le laisser périliter. Aussi les spécialistes nous ont-ils avertis. Peu importe l'éventuelle mort de Ben Laden, l'insaisissable ennemi de l'Humanité et chef de la secte des Assassins ; désormais l'Hydre épouvantable n'en finira plus de repousser ses gueules maléfiques.

Ce ne sont pas seulement Madrid, Londres ou Bali qui subissent des répliques de l'attentat *princeps*. En Algérie, à peine liquidés ce que la rue nommait les *Groupes Islamiques de l'Armée*, paraît un remarquable *Groupe Salafiste pour le Combat et la Prédication* (GSPC), rassemblant sous la direction de parachutistes, *déserteurs* de l'armée algérienne, l'usuelle piétaille de paumés, de jobards, et de brutes. L'épisode le plus hilarant du combat et de la prédication de ce *groupe salafiste* advint en 2004, quand il se fit pincer en pleine vadrouille par les rebelles tchadiens du *Mouvement pour la Démocratie et la Justice au Tchad* (MDJT). Obligeamment, les rebelles du MDJT proposent à l'armée algérienne de lui livrer cet émir Abderazzak-El-Para qu'elle traque partout au Sahara. Il faut huit mois de tractations au MDJT pour arriver à se débarrasser de son prisonnier dont le gouvernement algérien ne veut ni entendre parler, *ni l'entendre parler*. Finalement récupéré, il s'est malheureusement *enfui* avant tout procès (cf. *Al-Qaida au Maghreb, ou la très étrange histoire du GSPC algérien*. F. Gèze et S. Mellah. www.algeria-watch.org/fr).

En fait cette équipée transsaharienne offre aux Américains le prétexte pour lancer en juin 2005 leur « *Initiative de contre-terrorisme dans le Sahara* », bientôt transformée en « *Africom* », du nom de l'opération « *consistant à créer un commandement militaire unique sur le Continent noir, qui sera opérationnel à l'automne 2008* » (*Le Monde*, 19 juillet 07). De la corne de l'Afrique à la Mauritanie, militaires français et américains travaillent à former leurs auxiliaires locaux. C'est que « *l'accès au pétrole africain et la volonté de contrer la présence grandissante de la Chine sur le Continent noir font partie des intérêts stratégiques qui poussent les Etats-Unis à rationaliser leur approche de l'Afrique.* » (id)

En 2003, le GSPC enlève et relâche 32 touristes européens dans le Sahara. Ce n'est pas assez pour établir sa crédibilité djihadiste aux yeux du public qui en a vu d'autres, en Algérie et ailleurs. En septembre 2006, à l'occasion du cinquième anniversaire de l'attaque contre les Twin Towers, Ayman al-Zawahiri, l'alter ego de Ben Laden, annonce dans une vidéo le ralliement du GSPC à Al-Qaida : « *Que grâce soit rendue à Allah pour cette adhésion bénie qui sera une épine dans la gorge des croisés américains, français et de leurs alliés, et fera naître la peur dans le cœur des traîtres et des mécréants de France* » (*Libération*, 2 juillet 07).

On ne sait en fait sur qui cette annonce d'alliance en dit le plus long, d'Al-Qaida ou du GSPC ; ni lequel des deux est le plus infiltré et le plus manipulé. Quoi qu'il en soit, le GSPC renommé Al-Qaida au Maghreb Islamique (AQMI, janvier 2007), étend ses prétentions à toutes les rives du Sahara, et multiplie depuis deux ans en Algérie les massacres au camion piégé et les attentats suicides qui, en matière d'épouvante, constituent actuellement le plus haut fait. Plus de 150 morts en 2007, suivant le *modus operandi* d'Al-Qaida, avec des attaques aux dates fétiches du 11 avril, 11 juillet, 11 décembre. Mieux encore. En Mauritanie, il suffit d'une louche agression contre des touristes, si mal ficelée qu'on voit trois des assaillants improviser une fuite en taxi au Sénégal, et d'un vague communiqué d'Al-Qaida au Maghreb Islamique, pour annuler le rallye Lisbonne-Dakar, une affaire de 50 millions d'euros pourtant (cf. *Le Journal du Dimanche*, 6 janvier 08 ; *Le Monde*, 6/7 janvier 08). Si après cela vous n'êtes pas convaincu de la menace terroriste sur « *le Continent noir* », c'est que vous êtes de ces éternels sceptiques qui nient le caractère positif de la colonisation ou la sincérité des services associés : DRS, CIA, DST.

Ni le gouvernement mauritanien, ni les voyageurs ne sont convaincus, eux qui continuent de charrier leurs tombereaux de touristes d'un bout à l'autre du désert. Il faudra décidément que les séides d'Abderazzak- El-Para en égorgent quelques-uns pour que les opinions en appellent à la *sécurisation* du

Sahara. Étrange péril d'une secte dont on évalue les effectifs à 600 affidés, au mieux, sur quelques millions de kilomètres carrés, plutôt rustiques, et qui malgré l'une des polices les plus redoutables du monde, perpétuent soudain des massacres dans les quartiers les plus surveillés d'Alger. On doit à François Géré, « directeur de l'Institut d'Analyses stratégiques », le commentaire le plus burlesque du phénomène : « *La lutte en coulisses pour la succession du Président Bouteflika favorise nécessairement un relâchement de la vigilance des services algériens. (...) Récemment, on a vu réapparaître des islamistes que les services algériens avaient déclarés morts !* » (*Le Daubé*, 12 décembre 07). Et gageons que ces fantômes réapparaîtront chaque fois que *les services algériens* sentiront la nécessité de réduire leur emprise sur le pays.
Mais rappelons-nous : *L'Algérie, c'est la France.*

V

« *Ces thèses extrémistes ont une véritable résonance "chez certains de nos jeunes d'origine algérienne dans nos cités", explique un officier de renseignement. Les services pistent donc en Europe et sur Internet des Français issus de l'immigration algérienne susceptibles de basculer dans l'action avec Al-Qaeda Maghreb Islamique.* »

« *Dans son rapport sur les perspectives pour 2007, l'Uclat (NDR Unité centrale de coordination de la lutte anti-terroriste) soulignait la détection compliquée "de la nouvelle génération de djihadistes, de plus en plus jeunes, auto-radicalisés dans des temps extrêmement brefs, sans passé judiciaire pour la plupart, sans relation avec les institutionnels du terrorisme international, et parmi lesquels les ressortissants nationaux et les convertis tiennent de plus en plus de place"* » (*Libération*, 2 juillet 07).

Extraordinaire fusion policière de *l'insécurité* et du *terrorisme*, du *sécuritaire* et de la *sécurité nationale*, de la *violence urbaine* et *révolutionnaire*, de *l'ennemi intérieur* et *extérieur*, entre lesquels les vagues de jeunes vagabonds qui se jettent par milliers à la mer, pour venir ici tenter une survie clandestine, tissent le lien idéal.

Extraordinaire prophétie auto-réalisatrice qui ne manquera pas de fabriquer de multiples Khaled Khelkal, afin de justifier la bonne terreur, la terreur pour notre bien, « *l'adhésion* » collective « *des citoyens* » et du « *pays* » à cette « *politique de défense* ». Et à son appareil militaro-industriel.

Trente ans. Le temps nécessaire aux deux branches du courant national sécuritaire libéré par Giscard – l'appui chaleureux à la guerre de « *sécurité nationale* » de la junte argentine (Poniatovski), et l'assaut brutal de la loi « *Sécurité et Liberté* » (Peyrefitte) - pour se réunir sans faux-semblant. Voici donc ce que recéléait ce « *libéralisme avancé* », que la gauche radoteuse ne qualifiait pas encore de « *néo* », et qui semblait si moderne et décontracté aux intellectuels dégagés.

L'histoire et la géographie font des violences internes à l'Algérie un moyen d'épouvante en France, comme elles font de nos peurs nationales un moyen de violences en Algérie. De Dunkerque à Tamanrasset, finalement, l'ennemi favori de l'oligarchie c'est le jeune prolétaire révolté, que l'on enfonce dans sa prolétarianisation révoltée si propice aux massacres unanimes. Rien n'a changé depuis les Journées de Juin, sinon la couleur des parias. L'immigration au XIX^e siècle était blonde aux yeux bleus : polonaise, flamande, allemande, etc. Mais la bêtise, pondéreuse ou écervelée, niait déjà la lutte de classes.

Le pouvoir, pour sa propre conservation, ne peut se permettre une police ignorante et stupide. Suite aux émeutes de novembre 2005, un rapport des Renseignements généraux nomme l'ennemi.

« *La France a connu une forme d'insurrection non organisée avec l'émergence dans le temps et dans l'espace d'une révolte populaire des cités, sans leaders et sans proposition de programme* », observe la DCRG (NDR, la Direction centrale des Renseignements généraux), qui évalue le coût des violences à « *plus de 250 millions d'euros* ».

Selon le rapport, dont Le Parisien du mercredi 7 décembre publie des extraits, "aucune solidarité n'a été observée entre les cités", les jeunes s'identifiant "par leur appartenance à leur quartier d'origine et ne se reconnaissant pas dans ceux d'autres communes."

Les policiers affirment qu' »aucune manipulation n'a été décelée permettant d'accréditer la thèse d'un soulèvement généralisé et organisé. »

Ainsi les islamistes n'auraient joué "aucun rôle dans le déclenchement des violences et dans leur expansion". Ils auraient au contraire eu "tout intérêt à un retour rapide au calme pour éviter les amalgames." L'extrême gauche, de son côté, n'a pas vu venir le coup et fulmine de ne pas avoir été à l'origine d'un tel mouvement.

Les policiers assurent par ailleurs que "les jeunes des cités étaient habités d'un fort sentiment identitaire ne reposant pas uniquement sur leur origine ethnique ou géographique, mais sur leur condition sociale d'exclus de la société française." (...)

En conclusion, les policiers évoquent avec inquiétude, à propos des cités, des "ghettos urbains à caractère ethnique". "Il est à craindre désormais que tout nouvel incident fortuit (décès d'un jeune) provoque une nouvelle flambée de violences généralisées". » (Le Monde, 8 décembre 05)

Deux ans plus tard, les émeutes qui suivent la mort de deux jeunes gens à Villiers-le-Bel, dans un *incident fortuit* avec une voiture de police, vérifient cette conclusion. À cette réserve près que les violences ne se sont pas généralisées, mais intensifiées. Quand donc avait-on vu 150 policiers blessés par des tirs de chevrotine, dans un affrontement de rue ? Les armes de guerre, l'insurrection générale, l'organisation entre cités, viendront une autre fois. Elles trouveront leurs meneurs et leur programme, immanquablement requis et produits par de telles circonstances : islamistes, gauchistes, anarchistes, révoltés. Mais le plus probable est qu'elles inventeront leur type particulier de chefs et de projets, pas forcément émancipateurs, ni victorieux. Cependant, admirons une fois de plus la providence, ou la prévoyance, qui a relégué les nouvelles cités prolétaires loin des centres du pouvoir, séparées les unes des autres, plus commodes à cerner et à réduire.

Vous voyez bien que la défense de la société exige l'adhésion des citoyens, et leur participation à la politique de sécurité nationale.

Mondialisation oblige : ce qui s'établit sous commandement, ou sous brevet américain, c'est une Défense opérationnelle de la planète. La fameuse « *Global war on terrorism* » justifie l'institution d'une loi martiale planétaire, l'extension et l'intégration des différents systèmes militaro-policiers.

En 2002, la CIA et la DGSE (Direction générale de la sécurité extérieure) créent l' « *Alliance Base* », doublet sémantique et « *antiterroriste* » d'Al-Qaida – « La Base », en arabe. Cette base, rappelons-le, était d'abord celle des données informatiques pour répertorier, combiner, activer les forces du djihad. Une idée si techno-bureaucratique qu'on la dirait issue des cerveaux de Langley. L'anti-Base ne procède pas autrement. « *Alliance Base* », selon le *Washington Post* (3 juillet 2005) et le *Monde* (5 juillet 2005), a pour fonction d'« *analyser les mouvements transnationaux de terroristes suspects et de lancer des opérations pour les capturer ou les espionner.* » Un an plus tard, Christophe Chaboud, chef de l'Unité de coordination de la lutte antiterroriste (UCLAT), en confirme l'existence (*Le Monde*, 14 septembre 06). Sise à Paris, dirigée par un général de la DGSE, Alliance Base dont la langue de travail est le français, regroupe des représentants de six pays : Royaume-Uni, France, Allemagne, Canada, Australie, Etats-Unis. Pour la France participent des officiers de la DST, des RG, et de la DGSE. « *Cette cellule travaille de façon permanente sur des cibles opérationnelles, en amont du judiciaire. Elle permet d'échanger des renseignements, tels des extraits d'écoutes ou des fichiers informatiques, bien plus vite que dans un simple cadre bilatéral* » (*Le Monde*, 14 septembre 06). En somme, une nouvelle édition du *Plan Condor*. Fichier, traques, éliminations.

Exemple de collaboration entre la CIA et la DGSE, l'arrestation de deux membres soupçonnés d'Al-Qaida en Europe. Arrestation nécessitant l'implication de Jean-Louis Bruguière, le juge « *antiterroriste* ». Celui-ci déclare au *Washington Post* qu'il a « *de bons rapports avec la CIA et la FBI* ». Et mieux que cela, selon Karen Greenberg, directeur du Centre pour la Loi et la Sécurité de l'université de New York : « *Le juge Jean-Louis Bruguière a en quelque sorte montré la voie et construit quelque chose de très intéressant en établissant un réseau de relations personnelles et de confiance. (...)* De mon point de vue, les services antiterroristes français sont un bon modèle. Vous savez depuis longtemps l'importance du renseignement humain. Vous avez ce qui manque le plus aux Etats-Unis : des personnes d'origine arabe et musulmane qui travaillent dans les services antiterroristes ou servent d'informateurs. Jean-Louis Bruguière comprend très bien la nécessité d'infiltrer les réseaux sur le plan

local et de connaître dans le même temps leurs ramifications internationales » (*Le Monde*, 27 octobre 05).

L'arrestation de deux présumés terroristes d'Al-Qaida ne serait, selon *Le Monde* du 5 juillet 2005, qu'une des douze opérations de grande envergure d'Alliance Base depuis sa création. La CIA, autre exemple, aurait utilisé la base française de Djibouti, pour le décollage d'un drone Predator chargé de tuer des membres d'Al-Qaida au Yémen. Ou du moins de gens que la CIA voulait morts. Quant aux dix autres opérations, pourquoi pas vingt ? Pourquoi pas cent ? Sans doute sont-elles trop honorables pour valoir une simple mention. Les Américains disposent eux-mêmes d'un camp retranché de 1800 hommes sur place, et voilà pourquoi la veuve du juge Borrel aura plus que du mal à obtenir justice contre « IOG » : Ismaël Omar Guelleh, le président de la République antiterroriste de Djibouti.

Dans l'Alliance Base, selon le *Washington Post*, la CIA apporte le financement, la France, ses lois antiterroristes et sa surveillance des réseaux islamistes. « *Il y a un échange d'informations facile* » avec la CIA, rapporte Pierre de Bousquet de Florian, l'ex-directeur de la DST. Et ce n'est pas Bruguière qui le contredira.

Les activités de la CIA et des autres services, américains ou associés, ne se bornent pas aux enlèvements, tortures et assassinats de présumés terroristes. En même temps qu'il s'étend à toute la planète, le filet sécuritaire se resserre sur chacun de ses habitants. La loi antiterroriste d'octobre 2001, dite *Patriot Act*, renouvelée en 2006, autorise le FBI à émettre des « *lettres de sécurité nationale* » sans l'aval d'un juge. À la réception d'une de ces lettres, les banquiers, fournisseurs d'accès Internet, compagnies de téléphone, organismes de crédit, bibliothécaires ou agents de voyage sont tenus de fournir *secrètement* à la police, tous les renseignements sur leurs clients. Le FBI, selon un rapport du ministère de la Justice américain, a ainsi collecté des informations sur 24 937 citoyens américains et 27 262 étrangers, et les a placées dans une base de données accessible à 12 000 agents du FBI et à certains gouvernements étrangers (*Le Monde*, 11 mars 07).

D'un point de vue patrimonial, on ne peut s'empêcher d'admirer ces « *lettres de sécurité nationale* », réminiscentes des lettres de cachet de l'absolutisme monarchique. Aussi bien est-ce un absolutisme oligarchique assuré par technologie qui se déploie en dépit de résistances mineures à l'échelle mondiale.

La NSA (National Security Agency) espionne non seulement les communications électroniques et téléphoniques à l'étranger, c'est sa fonction, mais aussi, depuis 2002, celles de millions d'Américains. Une pratique illégale et secrète, régularisée un lustre plus tard par le Congrès américain (*Le Monde*, 8 août 07). Depuis 2002 également, un programme clandestin, quoique toujours en effet sans doute, permet à la CIA d'espionner par dizaines de milliers les transactions bancaires des Européens. Pièce maîtresse de ce programme, le réseau SWIFT – Society for Worldwide Interbank Financial Telecommunication - centre nerveux des transactions financières mondiales par lequel transitent chaque jour 6000 milliards de dollars (*Le Monde*, 25/26 juin 06 ; 17 mars 07). Depuis le 5 mars 2003, les compagnies d'aviation européennes doivent livrer aux autorités américaines les informations dites PNR (Passenger Name Record), sur leurs voyageurs à destination des Etats-Unis (*Le Monde*, 28 avril 04). L'Union Européenne, après les attentats de Madrid (mars 2004), nomme un « coordinateur de la lutte antiterroriste », un certain Gijs de Vries, néerlandais (*Le Monde*, 15 février 07). Ce coordinateur, à ce qu'il appert, se coordonne surtout aux exigences américaines. Cinq pays, l'Espagne, la France, l'Italie, les Pays-Bas, et le Portugal, lancent une Force de Gendarmerie Européenne (FGE), destinée à l'occupation du territoire dans les zones de guerre, après les interventions de l'Otan ou des Nations Unies (*Le Monde*, 27 janvier 06). Eurojust, l'unité de coopération judiciaire de l'Union Européenne et le département américain de la Justice renforcent leur coopération et leurs échanges de données. « *Les renseignements "particulièrement sensibles" (ethniques, politiques, religieux, syndicaux, sexuels, etc) pourront être communiqués s'ils sont "particulièrement pertinents" pour écarter une menace imminente et sérieuse ou pour lutter contre "des formes graves de criminalité"* » (*Le Monde*, 6 novembre 06). Des conditions qui ne devraient pas être insurmontables. En février 2007, le coordinateur de l'Union Européenne pour la lutte antiterroriste démissionne. M. de Vries a pourtant un bon bilan : une surveillance accrue des ports et des aéroports, l'augmentation des échanges d'informations, l'introduction des passeports biométriques, la conservation des données téléphoniques, etc. Hélas, il a échoué à créer un « *renseignement véritablement européen* » (*Le Monde*, 15 février 07). C'est-à-dire à transformer une addition de services en un service unifié. La broyeuse européenne se casse encore les

dents sur le noyau dur des Etats nationaux, quoique un peu moins à chaque cycle politique. Ainsi, le *Système d'information Shengen* (SIS), notamment, mais pas uniquement, prévu pour lutter contre l'immigration clandestine, rallie 26 pays, 8 de plus en 2007, autour d'une base commune de 20 millions de données stockées dans une unité centrale à Strasbourg, à l'abri de locaux isolés, équipés de fenêtres blindées, et surveillés « *comme une base militaire* » (*Le Monde*, 21 décembre 07). Les polices européennes ou assimilées (Europol, Eurojust) peuvent la consulter 24 heures sur 24 de n'importe quel terminal.

L'ex-coordonateur a aussi quelques cailloux sur la conscience, dont il se débarrasse dans la brouette du *Monde* (18/19 février 07). Des complaisances envers les vols secrets de la CIA dans le ciel européen ? Non, puisque « *le contrôle des agences nationales de renseignement est explicitement exclu des compétences de l'Union Européenne* ». En revanche, remontrances platoniques, « *la lutte antiterroriste doit être menée dans le respect des lois* ». Les pays occidentaux doivent « *appliquer ce qu'ils prêchent* » : les droits de l'homme, y compris dans la lutte contre le terrorisme. Et il est temps, partout, de déclarer illégale la torture, et notamment dans les « *pays tiers* » où elle a servi à extorquer des aveux à des terroristes présumés. On a vu qu'en fait, c'est l'inverse qui était arrivé, aux Etats-Unis et en Israël, où l'on régresse à la légalisation de la question, sans parler des nombreux pays où le fait prime le droit. Mais, quoi, notre coordinateur de la lutte antiterroriste ignore les nécessités de la traque et du renseignement.

Ces réticences bénignes et postérieures qui s'expriment chez de hauts fonctionnaires et des parlementaires, américains et européens, dans *Le Monde*, le *New York Times* ou le *Washington Post*, signifient peut-être une pause dans l'offensive « *contre le terrorisme* ». Lassitude du public, scepticisme, départ de Bush, permanence de Poutine, mais comme Premier ministre. Peut-être, après sept ans de « *guerre au terrorisme* », convient-il dans ces périodes toujours incertaines de renouvellement, de soulager la tension du public, de le rassurer par des apparences de réaction démocratique, plutôt que de l'angoisser par l'annonce de nouvelles guerres et restrictions policières. La machine sécuritaire traverse une phase digestive. On connaît l'effet cliquet. « *Ce taquet mobile, nous dit le Robert, empêche une roue dentelée de tourner dans le sens contraire à son mouvement* ». La roue de l'Histoire ne reviendra pas sur ces sept années de déchaînement policier, concomitant de la présidence Bush - au 10 septembre 2001. Les idées, les us, les libertés broyés, les lois instaurées, les traumas, les dispositifs technologiques, les intérêts, l'empêchent. Tout au plus s'agit-il de regonfler la vieille baudruche citoyenne et libérale, avant de s'en débarrasser définitivement au prochain, ou à l'après-prochain, cycle politique. Tout ce que demandent les parlementaires qui ont voté et renouvelé le *Patriot Act*, c'est que l'on n'espionne pas les citoyens américains *indûment*. C'est-à-dire, sans avoir respecté les *procédures*. Et ces procédures ne sont pas même des *demandes d'autorisation* auprès d'un juge, mais des *enregistrements administratifs* (*Le Monde*, 11 mars 07). Mais l'on a vu en France nos élus Verts chicaner la prolifération de la vidéosurveillance, au motif qu'elle ne serait pas efficace. Voilà à quelles dérisions se sont réduites les possibilités de dissension au sein de l'institution.

En 1940, les Etats-Unis, selon l'historien militaire Edward Luttwak, ne possèdent que la sixième armée du monde, derrière l'Allemagne, la France, l'URSS, le Japon et l'Empire britannique ; en 1945, la première, devant l'URSS et l'Empire britannique. Pour 2000 morts, l'attaque contre Pearl Harbor avait permis au régime américain de muer ses forces armées, assez provinciales, isolationnistes et affectées par la crise économique, en super puissance nucléaire, de vassaliser la meilleure part du monde et d'écraser toute opposition intérieure.

Pour 3000 morts, l'attaque contre les Twin Towers lui permet de reconduire et d'accroître son emprise, avec un degré de brutalité militaro-technologique inatteint jusqu'ici. Manœuvres préliminaires à l'affrontement ultime avec l'Empire du Milieu.

Bon. On sait bien qu'il y a seulement vingt ans, l'Océania était en guerre avec l'Estasia et alliée à l'Eurasia. Mais ce n'est qu'un renseignement furtif et frauduleux retenu par hasard parce qu'on ne maîtrise pas sa mémoire. Officiellement, le changement d'alliés n'a jamais eu lieu. L'Océania est en guerre avec l'Eurasia. L'Océania a, par conséquent, toujours été en guerre avec l'Eurasia. L'ennemi du moment représente toujours le mal absolu et il s'ensuit qu'aucune entente passée ou future avec lui n'est possible. *You see ?*

Contre l'ennemi du moment, ce mal absolu, la Forteresse Europe adopte quatre ans après les Etats-Unis le système de collecte de dix-neuf informations personnelles concernant les passagers aériens en provenance ou à destination de l'Union. Gilles de Kerchove, le nouveau coordinateur de la lutte antiterroriste « *devrait mettre l'accent sur l'indispensable renforcement du SitCen, le centre bruxellois de crise et de l'analyse de la menace, où doivent – en princip e- parvenir toutes les informations importantes détenues par les Etats membres.*

Il soulignera la nécessité d'une protection accrue des infrastructures « critiques », qui pourraient devenir des cibles d'attentats. Il insistera pour que les dispositifs antiterroristes des Vingt-Sept soient au même niveau, afin d'éviter des « maillons faibles » qui pourraient fragiliser toute la chaîne. (...) La question de la radicalisation des jeunes d'origine musulmane en Europe est un sujet de préoccupation pour le coordinateur, qui espère coupler la réflexion sur ce problème à l'étude des processus de discrimination » (Le Monde, 6 novembre 07). Nos lecteurs auront retourné machinalement : la vraie préoccupation n'est pas tant celle de la « radicalisation » des jeunes d'Origine, que celle de l'enragement des vieux de Souche. Mais en fait toutes les conditions ont été réunies pour dresser l'une contre l'autre ces deux couches de la population, de façon à ce qu'elles ne puissent être que victimes l'une de l'autre.

Cependant que l'ONU s'aligne sur la CIA pour établir une liste noire de « *362 personnes et 125 entités, sanctionnées pour leurs liens présumés avec Al-Qaida ou les talibans* » (Le Monde, 18 août 07), en France, le comitatus ne cesse de concentrer ses forces et d'optimiser son organisation. Le RAID (Unité de recherche, d'assistance, d'intervention et de dissuasion) créé par Pierre Joxe en 1985, et basé à Bièvre dans l'Essonne, peut lancer 163 personnes, dont 7 femmes, aux trousseaux d'Yvan Colonna, et « *lorsqu'il s'agit de suivre à la trace des militants islamiques dans les cités sensibles, on utilise les quelques policiers d'origine maghrébine* » (Le Monde, 7 octobre 05). L'unité de choc policière (tireurs, plongeurs, grimpeurs, paras), toujours suréquipée des dernières technologies et qui combattait les braqueurs de banque, est maintenant « *réorientée vers l'antiterrorisme* ». Elle reçoit les rapports des autres services, développe sa propre base de données informatiques, et suit chaque semaine, « *des cours théoriques (...) sur l'histoire du salafisme, la hiérarchie de l'ETA ou les mouvements nationalistes corses.* » (id) Gageons que l'écologie radicale, considérée, paraît-il, par le FBI comme la deuxième source de terrorisme mondial, figure au programme d'études.

La constante est respectée. L'appareil de terreur du pouvoir, sa milice armée, connaît son ennemi qui ne le connaît pas et ne s'en soucie guère. Connaissance générale, même faussée par l'idéologie. Connaissance concrète et détaillée, par le fichage et l'espionnage.

Aussaresses : « *Parfois, le FLN essayait de se venger, mais il osait rarement attaquer des parachutistes. Il ne pouvait, de toute façon, frapper qu'à l'aveuglette : son service de renseignements n'a en effet jamais réussi à comprendre la manière dont nous opérons. Ils s'en prenaient par nécessité aux chefs d'unité dont les noms apparaissaient dans les journaux.* » En vain, puisque les tueurs du FLN ne disposaient pas de bonnes photos, et que ces chefs se déplaçaient rarement en public, et toujours sous escorte, à toute allure. « *Mais personne ne s'en prit jamais à moi. Mon nom n'apparaissait pas dans la presse, je ne donnais pas d'interviews, j'évitais les photographes et je rasais les murs. Dans la journée, je passais pour un bureaucrate de plus. J'étais la discrétion même et, mis à part l'entourage de Massu ainsi qu'une poignée d'officiers de la 10^e DP, nul n'a jamais soupçonné que j'étais le chef d'orchestre de la contre-terreur. (...) Même à l'état-major de la 10^e division parachutiste, il s'est trouvé des gens qui ne comprirent pas tout de suite ce qui se passait* » (cf. Services spéciaux.Algérie 1955-1957. Opus cité).

A-t-on remarqué comme les policiers qui filment les manifestants en plans séquences ininterrompus s'échauffent dès qu'on les filme en retour ? Que craignent-ils ? Qu'y a-t-il de si menaçant à filmer des individus ? Ils doivent le savoir, eux qui le font systématiquement. Sans doute n'est-ce pas sans raison que les tueurs d'Etat des services spéciaux sont protégés par des cagoules, l'anonymat, le secret.

Occulte, violent, terroriste, l'Etat dans l'Etat, le « *noyau d'un Etat* » (Chaliand), n'obéit en France qu'à un seul chef, à la fois chef de l'Etat et des armées. « *Le renseignement, c'est du pouvoir, et le pouvoir, l'hôte de l'Elysée ne le partage pas...* » (Le Monde, 12 juillet 06). Outre les 200 hommes du GIGN (groupe d'Intervention de la Gendarmerie) et leurs pareils du RAID, ce noyau de veille armée comprend les 4800 agents de la DGSE, et ses 800 agents du service Action, habilités à pratiquer l'illégalité, et

stationnés sur une quinzaine de sites en métropole et ailleurs, tels le camp de Cercottes près de la base aérienne d'Orléans, la station d'écoute de Domme en Dordogne, ou le fort de Quéhern dans le Finistère (cf. *Le Monde* 2, 26 août 06). À quoi s'ajoutent les 1800 membres de la DRM (Direction du Renseignement Militaire), également créée par Pierre Joxe en 1992 aux fins d'espionnage électronique ; les 1460 employés de la DSPD (Direction de la Protection et de la Sécurité de la Défense), chargés de la surveillance des personnels des industries de Défense ; les 2000 hommes du COS (Commandement des Opérations Spéciales), déjà mentionnés ; les 3500 mouches des Renseignements Généraux et les 1800 sbires de la DST (Direction de la Surveillance du Territoire) (*Le Monde*, 23 mai 06 ; *Libération*, 8 octobre 07).

En somme, et pour ce qu'on en sait, l'Etat dans l'Etat organise une quinzaine de milliers de prétoriens, dont nombre de tueurs d'élite, soutenus par les forces concentriques de la police nationale (150 000 fonctionnaires), de la gendarmerie (100 000 hommes), des armées (240 000 hommes), des réserves, et de toutes les milices privées, associatives, municipales, etc. La police, elle-même, depuis la loi pour la Sécurité Intérieure du 18 mars 2003, dispose d'une réserve recrutée parmi ses retraités, mobilisables 90 jours par an, pendant cinq ans, « *en cas de menaces ou de troubles graves à l'ordre public* ». Est-ce vraiment une information d'apprendre que « *Le Mouvement Pour la France de Philippe de Villiers tisse un réseau chez les policiers* » ? (*Le Monde*, 6 octobre 05). On s'étonnerait de voir anarchistes et pacifistes s'engager dans les forces de l'ordre plutôt que les partisans de l'Etat et de la violence organisée. Mais faut-il que soit précaire la « *sécurité nationale* », et pressante la nécessité de « *conforter et d'assurer l'adhésion du pays à cette politique de défense* », pour accroître ainsi, sans cesse, l'emprise armée de l'Etat sur la société.

Où l'Union Européenne a provisoirement échoué, la République hexagone a enfin réussi. Après des années de tractations et rétractations, la direction des Renseignements généraux, celle de la DST, et la Sous-Direction Antiterroriste de la police judiciaire (SDAT), ont emménagé dans un bâtiment commun à Levallois Perret (Hauts-de-Seine, Pasqualie), avant d'annoncer pour janvier 2008, la fusion des deux premiers services au sein d'une Direction Centrale du Renseignement Intérieur – DCRI (*Libération*, 14 septembre 07). « *L'évolution de la menace terroriste, l'accès étendu aux sources ouvertes permis par Internet et les contraintes budgétaires drastiques expliquent cette nouvelle donne* » (*Le Monde*, 18 mai 06).

L'ennemi – intérieur, donc - et commun à ces trois services ? « *Le terrorisme islamiste* » (*Le Monde*, 30 avril 05), dont nul n'ignore plus le portrait-robot : jeune d'origine dans un quartier sensible. C'est pour le combattre que « *des pôles régionaux de lutte contre l'islamisme radical sont lancés partout en France, réunissant les fonctionnaires des RG et de la DST.* » (id) Et avec quel succès. 140 personnes arrêtées en 2006, dont 17 écrouées (*Le Monde*, 7 février 07). On voit que le pays l'a échappé belle, et qu'il fallait bien la rationalisation de la surveillance, la mutualisation des moyens, depuis les cellules de garde-à-vue jusqu'au centre d'espionnage électronique (*Le Figaro*, 28 mai 07), en passant par les archives et le personnel, « *l'addition de la connaissance du terrain propre aux RG et des capacités techniques et technologiques de la DST* » (*Le Monde*, 18 mai 06), pour accroître la production de terroristes favorable au développement de l'appareil policier. Que deviendrait la brigade antiterroriste sans terroristes ? Que deviendraient le prestige, la puissance, l'emploi de ses membres ? Mais aussi, que deviendrait l'organisation terroriste sans la police ?

« *Maurice Laporte, l'historien de l'Okhrana, prétend que la provocation était la pierre angulaire de son activité. (...) Depuis sa fondation, la terreur n'avait pas diminué en Russie, tant s'en faut ; au contraire, ce n'était qu'au moment de l'apparition de l'Okhrana que l'on avait vu également surgir un mouvement clandestin organisé et continu. Les agents secrets du tsarisme y jouent un tel rôle qu'il est impossible de séparer l'histoire de la révolution de leurs provocations. (...) « La tradition de la révolution russe de 1917, dit Hannah Arendt, est, pour une part assez substantielle, un succédané de la police secrète russe. »* (cf. *Les rêveurs de l'absolu*, Hans Magnus Enzensberger. 1964. *Allia* 1998).

Au sens premier, la police est le gouvernement de la cité (XIII^e siècle), l'exercice du pouvoir *politique*, avant de désigner « *l'organisation rationnelle de l'ordre public* » (début XVII^e), et par extension les forces de l'ordre qui en assurent le maintien (cf. *Le Robert* et le *Dictionnaire étymologique du français*).

Nous vivons en ce début de XXI^e siècle, ce moment où la coïncidence de la gestion administrative et de la pression armée, dans le mot de police, redevient manifeste pour tout un chacun ; à cette différence

près, que devant l'acuité du conflit social parvenu au stade de la crise écologique et planétaire, la pression armée et magnifiée par la technologie, devient elle-même le mode de gestion dominant.

L'avènement d'un ministre de l'Intérieur à la tête de l'Etat illustre localement cette tendance. Nul ne peut reprocher à Sarkozy, la moindre obscurité de langage. Il sait où se retranche le pouvoir, l'Etat dans l'Etat, et l'a exprimé crûment, d'abord en s'incrutant place Beauvau, puis en déclarant hautement qu'il y resterait le plus longtemps possible afin de parer toute machination des autres clans du palais, durant la campagne présidentielle. Il s'était en outre fortifié dans son donjon, en nommant ses hommes liges – tous de *grands professionnels* loués par le *Monde*, cela va de soi – aux postes de direction. Michel Gaudin, directeur général de la police nationale (2002-2007) est « *la cheville policière de Nicolas Sarkozy* » (*Le Monde*, 18 mai 07). « *On lui promet la Préfecture de police de Paris, d'où on a une vue privilégiée sur les affaires sensibles.* » Bernard Squarcini, ancien numéro 2 des RG et « *patron de la direction de la surveillance du territoire (DST), allie compétence et fidélité absolue à Nicolas Sarkozy.* (...) *Le directeur des RG, Joël Bouchité, est un de ses proches. Enfin, M. Squarcini connaît les principaux responsables de la DST, en particulier dans le domaine de l'antiterrorisme* » (*Le Monde*, 28 juin 07). Frédéric Pèchenard, qui remplace Michel Gaudin à la direction de la police nationale est « *le super-flic du président* » (*Le Monde*, 29 septembre 07). « *Ami d'enfance de Nicolas Sarkozy, il lui doit sa nomination à la tête de la police. Cette proximité n'entame en rien la réputation de ce policier reconnu par ses pairs* » et « *défenseur acharné du fichage génétique.* » Pierre Monzani, nommé à la tête de l'INHES (Institut National des Hautes Etudes de la Sécurité), un service de production idéologique du ministère de l'Intérieur, est « *un proche de Pasqua, mis en examen pour "complicité de blanchiment"* » (*Le Monde*, 1^{er} février 07). Et qui s'exprimait ainsi lors des émeutes de l'automne 2005 : « *D'abord donc briser, par la répression et les mesures adaptées de redressement, comme l'on disait jadis, ce noyau des plus durs* » (...) « *les élites ont laissé se développer une immigration massive, avec l'erreur fatale du regroupement familial il y a trente ans* » (*Ladroitelibre.com*, 6 décembre 05). Jean-Louis Fiamenghi, patron du Raid, confie : « *Nous avons un lien affectif avec Sarkozy, il nous a remis le pied à l'étrier* » (*Le Monde*, 7 octobre 05). Il est donc bien cohérent que le vice-Sarkozy, son âme damnée, plus puissant que le Premier ministre, soit Claude Guéant, ancien membre du cabinet de Pasqua, directeur général de la police en 1994, directeur du cabinet de Sarkozy au ministère de l'Intérieur, et son secrétaire général, désormais, à l'Elysée.

Supposons maintenant qu'un comité imaginaire, mélange de têtes chaudes et d'idéologues pervers, recuit en vase clos, échauffé par quelques soubresauts (émeutes de quartier, manifestations lycéennes), se dispose à la lutte armée. Nos *wannabe* insurgés, d'ailleurs connus, infiltrés, suivis des services compétents, tiennent des conciliabules dans leurs Zones d'Autonomie Temporaires et autres quilombos. Ils chuchotent sur le net et de capuche à capuche qu'ils passent dans la clandestinité, organisent des stages de karaté et publient leur manifeste, « *Vers la guerre civile* », chez l'éditeur officiel de la marge radicale. Des manuels de guérilla, tels l'aterrant opuscule de Carlos Marighela, écrits par des héros morts voici quarante ans d'avoir cru à leurs propres prescriptions, réapparaissent subliminalement. Le landerneau bruisse des prochaines « *offensives* » annoncées.

À ce stade, le mieux est que nos partisans se fassent promptement ramasser en tentant d'incendier un commissariat désaffecté. Il se peut qu'ils échappent à cette grâce, simplement parce que d'avisés policiers trouveront plus judicieux de relever l'arborescence de leurs relations, de les garder pour une meilleure occasion, ou d'employer leurs exploits à l'effroi des honnêtes gens.

Trois rafales et quelques morts plus loin : à demain pour trente ans de pourrissoir, d'avocasseries et de « comité de soutien » avant d'enfin convenir, mezzo voce, que « *les conditions n'étaient pas réunies* », que « *le passage à la lutte armée avait été une erreur* ». Dites-le aux enfants, au lieu de jouir du louche prestige de l'assassinat et de la prison. La violence, pour s'exercer, choisit les pires des hommes, et plus elle dure, plus ils empirent : darwinisme politique. L'exception à la règle ce sont les Dora Brillant, Kaliaïvev, Savinkov, Sasonov, *terroristes délicats* de l'Organisation de Combat du Parti des révolutionnaires sociaux, Alexandre Oulianov et les quatre anarchistes étudiants de la Volonté du Peuple, pendus en 1887, qui ouvrent la voie aux bouchers bolcheviques : *Fusillez !* (cf. *Les rêveurs de l'absolu*. Opus cité)

Dans nos technopoles réelles, chaque jour plus proches d'un Etat de siège resserré autour de son donjon techno-sécuritaire, le pouvoir ne laissera jamais les franchises de notre organisation fictive muter et proliférer au point de le défier à mort. Et si par impossible, telle rébellion, aussi opaque et disséminée

soit-elle, articulait ce défi *en actes*, voici : à menaces exceptionnelles, mesures exceptionnelles. Le président, en vertu de l'article 16 de la constitution assume les pleins pouvoirs. Radios, sites Internet et journaux sont fermés, les associations dissoutes. L'armée quadrille villes et campagnes. La gendarmerie et les unités de réservistes patrouillent le territoire. La Direction du Renseignement Intérieur livre ses dossiers au Raid, au GIGN, aux forces spéciales, y compris les vieux fichiers de la DST et des RG. En tous lieux, sur tous medias, reviennent des appels à délation moyennant récompense, à destination d'une population apeurée. Le système de traçabilité électronique et les logiciels de recoupement suivent en temps réel les mouvements de chacun. « *Ainsi en 1979, la police de Francfort, présumant que les membres de la Fraction armée rouge n'utilisent pas de carte de crédit ni de chèque de peur d'être repérés, demande à la compagnie d'électricité de lui communiquer la liste des personnes qui ont payé leur facture en argent liquide. 18 000 personnes sont dans ce cas. En croisant ces informations avec des données en provenance d'autres organisations (agences de location), elle réussit à identifier deux personnes, deux appartements. L'un habité par un dealer. L'autre par un militant de la RAF activement recherché* » (cf. *La globalisation de la surveillance. Aux origines de l'ordre sécuritaire*. A. Mattelart. 2007. *La Découverte*).

Il est suspect de circuler sans téléphone portable. Cela trahit, comme on l'a vu récemment en Allemagne, des « *intentions conspiratrices* » (cf <http://einstellung.so36.net/fr/ps/304>). Des commandos nocturnes, en cagoules et combinaisons, raflent ceux qui dans les vingt dernières années ont manifesté en paroles ou en actes, leur résistance à l'omnipotence. Le bon sens désigne ce fonds d'opposition comme le vivier nécessaire de peu mystérieux activistes. On arrête leurs parents, leurs amis, leurs collègues : quinze inoffensifs pour un offensif. On les questionne.

« *Nous savons que vous n'avez rien à voir avec le terrorisme ou la guérilla, mais nous allons vous torturer car vous êtes un opposant. Vous n'avez pas compris que dans le pays, il n'y a pas d'espace politique pour s'opposer au gouvernement du processus de réorganisation nationale.* » Puis le médecin est attaché sur une table, bras et jambes écartés, et subit sa première séance de torture. On lui applique la gégène aux testicules, aux oreilles, à l'abdomen ; on le brûle avec un fer rouge, on lui arrache la plante des pieds avec un rasoir, on lui écrase les testicules avec une pince, il perd conscience. On le laisse « *récupérer* », puis on le sodomise avec un objet métallique relié à la génératrice d'électricité. Un jour, on lui présente des tissus ensanglantés en disant qu'ils proviennent de sa femme et de ses filles. Puis on va chercher son épouse, Hilda Nora Erenu, qui, manifestement, a subi les mêmes tourments. Après deux mois de sévices quotidiens, le Dr Liwsky a perdu vingt-cinq kilos, souffre d'insuffisance rénale et a les testicules énormes et bleus... » (cf. *Escadrons de la mort, l'école française*. Opus cité).

Une loi, s'il le faut, précisera les tortures licites, comme le réclamaient les tortionnaires d'Alger, et comme en ont promulgué les gouvernements américains et israéliens.

Problème : sachant qu'il suffit de 27 mois aux Renseignements Généraux pour éradiquer les 150 résistants des groupes armés parisiens ; et de 10 mois à la 10^e division parachutiste, pour éliminer les 1500 militants du FLN algérois ; combien de temps faudrait-il, cinquante ans plus tard, à la Direction du Renseignement Intérieur, au Raid et au GIGN, pour *traiter*, compte tenu de l'avancée des connaissances, les 50 illuminés du Sentier Invisible ?

L'Histoire est un cauchemar dont je cherche à m'éveiller.

Pièces et Main d'Œuvre
Grenoble, le 12 janvier 2008

Retrouvez ce texte et bien d'autres sur
www.piecesetmaindoeuvre.com